

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Libre entrée des réfugiés d'Afrique de l'Est et du Proche-Orient !



n° 11 mai - juin 2015 1 euro

Espionnage, collèges, hôpitaux… comment arrêter les attaques du gouvernement ?

Une reprise économique fragile, inégale et temporaire

Dans sa note de conjoncture de mars, après une quasi-stagnation à 0,2 % pour toute l'année 2014, l'Insee a porté sa prévision de croissance en 2015 à 1,1 %. Le Premier ministre ne se sent plus de joie.

> *Quand vous avez l'automobile qui va mieux, quand vous avez l'agroalimentaire qui va mieux, quand vous avez l'industrie du luxe qui va mieux., quand vous avez plusieurs secteurs de l'économie, y compris le logement, qui vont dans le bon sens, ce que je veux dire aux Français, c'est que cette année 2015, c'est l'année du retour de la croissance et de la confiance. Mais ces résultats concrets, beaucoup de nos compatriotes vont mettre encore plusieurs mois avant qu'ils ne le ressentent.* (Valls, *France 3,* 25 mars)

Rien n'indique en effet que les travailleurs et les jeunes vont voir leur situation s'améliorer, quand bien même une légère reprise se dessinerait. Au contraire, déjà les capitalistes et leurs avocats préviennent : *« la compétitivité de la France – et de la zone euro – reste très mauvaise »* (Patrick Artus, *Les Échos*, 25 février). Autrement dit, l'extorsion de la plus-value reste insuffisante.

La crise capitaliste mondiale a été surmontée sur le dos de la classe ouvrière, mais tout reste fragile : pendant que la zone euro connait une certaine reprise (1,5 % de prévision de croissance), la croissance aux États-Unis vient de trébucher au premier trimestre 2015 (0,2 %), non seulement à cause de la neige et du blizzard, mais aussi du fait du renchérissement du dollar plombant les exportations américaines, de la chute du prix du pétrole qui rend nombre d'exploitations de pétrole de schiste non rentables, de la décélération de l'économie chinoise, de la crise au Brésil, en Russie… et aussi de l'impact des grèves dans les ports de la côte Ouest.

Le capitalisme se sort toujours des crises en en préparant de nouvelles : les actions flambent sur toutes les places boursières, les records d'avant 2008 sont battus, signe d'une spéculation folle, conséquence du raz de marée des liquidités provenant des banques centrales, tant américaine qu'européenne et de la faiblesse des perspectives d'investissements réels.

> *Les stars du CAC 40 se ruent sur leurs propres actions […] ces opérations vont leur permettre d'utiliser leurs réserves de liquidités pour rémunérer leurs actionnaires, faute d'avoir de grands projets d'investissements.* (*Les Échos,* 21 avril)

Ce n'est pourtant pas faute d'incitations faites aux banques pour les pousser à prêter et à financer l'activité. Depuis juin 2014, les dépôts des banques auprès de la BCE non seulement ne rapportent plus, mais coûtent même de l'argent, tandis que le taux auquel elles se financent au près de la BCE est au plus bas, tout comme aux États-Unis !

Jamais, pour les capitalistes, l'argent n'a été aussi abondant et bon marché aussi longtemps, jamais pour les États bourgeois un tant soit peu solides emprunter sur plusieurs années n'a été si peu cher puisque les taux d'intérêt sont même négatifs sur des emprunts publics jusqu'à échéance de 6 ans. Pourtant l'économie capitaliste brinquebale cahin-caha, avançant ici, reculant là, tandis que se tendent à nouveau les ressorts d'une prochaine crise.

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**

Pour contact ou abonnement : écrire à **ReSo**
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc : **revolucionpermanente.com**

Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**

Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**

Site de RP / Pérou : **luchamarxista.blogspot.fr**

Les articles signés n'engagent pas le GMI

Rivalités, nationalismes et militarisme : l'instabilité s'accroit

L'impasse du mode de production se manifeste dans les tensions croissantes entre les différents impérialismes. Le Japon vient de lancer son plus gros porte-avions depuis la dernière guerre, en même temps qu'il élargit les possibilités et le périmètre de l'emploi de ses forces militaires, que la défaite de 1945 l'avait obligé à cantonner jusqu'à présent à un rôle d'autodéfense assez limité. En effet le Japon est inquiet du poids grandissant de la Chine dont le budget militaire, aujourd'hui le deuxième mondial, augmente très fortement depuis de nombreuses années et qui mène une politique agressive en mer de Chine où elle revendique, parfois manu militari, la souveraineté sur le moindre ilot, fût-il un simple bout de caillou. Mais l'Inde n'est pas en reste. Elle est devenue le plus gros importateur de matériels militaires du monde d'après le classement 2015 de Global Firepower.

Dans le même temps, les impérialismes américain et européens ont arraché la plus grande part de l'Ukraine avec l'aide de bataillons fascistes au contrôle de l'impérialisme russe qui, loin d'abandonner la partie, arme et soutient la sécession au sud-est du pays. Les travailleurs d'Ukraine, qu'ils soient ukrainiens, russes, tatars, souffrent de la guerre, des restrictions des libertés, de la récession capitaliste russe ou des exigences du FMI et de l'UE.

Les alliances et les lignes de fractures sont cependant changeantes et volatiles, signe que la faiblesse relative de l'impérialisme dominant, les États-Unis, l'empêche d'ordonner le monde et de discipliner l'ensemble des autres bourgeoisies comme il avait pu le faire pendant 50 ans.

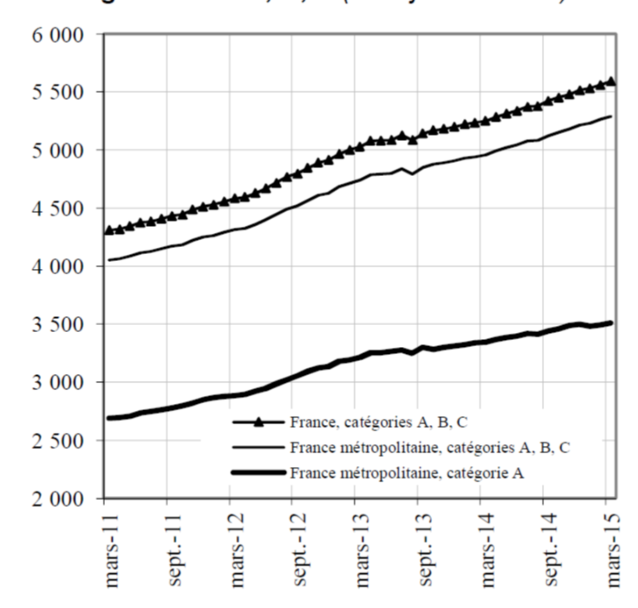
Ainsi, au Moyen-Orient, la coalition impérialiste menée sous l'égide des États-Unis ne parvient pas à stabiliser la situation. Le changement de pied des États-Unis avec l'Iran et la réhabilitation partielle d'Assad qu'ils viennent d'opérer pour endiguer la progression de l'Etat Islamique donne peu de résultats militaires. Mais la Turquie, alliée théorique des États-Unis, soutient pourtant Daech contre Bachar El Assad et contre les Kurdes de Syrie ; l'Arabie Saoudite qui a soutenu Daech auparavant affirme le combattre aujourd'hui mais soutient toujours Front al-Nosra qui est tout aussi djihadiste. L'Iran engage également des forces au coté de l'armée syrienne et de l'armée irakienne contre Daech, mais soutient un nouveau front contre l'Arabie Saoudite au Yémen, etc.

Les grandes manœuvres se déroulent aussi sur le terrain économique, dans des combinaisons parfois inattendues. Les États-Unis pressent le pas pour conclure un traité de libre-échange Asie-Pacifique (Accord de partenariat transpacifique), réunissant avec eux 11 autres pays dont le Japon, l'Australie, le Canada, le Vietnam, la Malaisie… qui représenterait quelque 40 % du PIB mondial, sans la Chine. Le président des EU en a parfaitement défini l'objectif dans une interview.

> *Si nous n'écrivons pas les règles, ce sera la Chine qui le fera dans la région… Nous ne voulons pas que la Chine utilise sa taille pour imposer à d'autres pays de la région des règles qui nous désavantagent.* (Obama, *Wall Street Journal,* 27 avril)

La Chine, quant à elle, a rassemblé pas moins de 47 pays sur son projet de création d'une Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), dont la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne ou la Corée du Sud, conçue comme une rivale redoutable de la Banque mondiale et du FMI qui restent dominés par les États-Unis ainsi que de la Banque asiatique de développement contrôlée par les États-Unis et le Japon.

Ces revirements et tensions ouvrent des opportunités aux marchands de canon et l'impérialisme français en profite pour placer ses avions Rafale au nez et à la barbe des États-Unis dont les fluctuations et hésitations sur le terrain n'ont pas eu l'heur de plaire à quelques-uns de leurs indéfectibles alliés. Partout se développe le nationalisme ranci encouragé par les bourgeoisies nationales dont le refus d'accueillir les réfugiés n'est qu'un des aspects les plus répugnants. Ainsi Manuel Valls qui est venu le 16 mai, flanqué du



ministre de l'Intérieur Cazeneuve et des députés UMP Ciotti et Estrosi sur la frontière franco-italienne pour refuser d'accueillir les réfugiés à Menton est-il, sur le fond, sur la même ligne que le FN, la LN italienne, le PS finlandais et bien d'autres partis xénophobes comme l'UKIP anglais.

Quelques leçons de Grande-Bretagne et de Grèce

Les élections législatives du 7 mai en Grande-Bretagne ont démenti les sondages et le Parti conservateur semble triompher au détriment du Parti travailliste. En réalité, le Parti conservateur a obtenu seulement 36,9 % des suffrages exprimés (+0,8 % des suffrages exprimés par rapport à 2010). Il bénéficie de l'échec du Parti travailliste qui n'a reçu que 30,4 % des votes (+1,5 % par rapport à 2010). Le Parti conservateur joue un jeu dangereux, y compris du point de vue de la classe capitaliste dont il est l'expression traditionnelle, en ayant promis un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE.

> *Si la Grande-Bretagne vote pour quitter l'Union européenne, elle sortira aussi de la plus grande zone de libre-échange du monde. Celle-ci fonctionnant sous l'autorité de l'UE, il est peu probable qu'un pays qui ne supporte plus la moindre restriction à sa souveraineté accepte des ordres d'un club qu'il vient de quitter. Les investisseurs étrangers placeront leur argent ailleurs. L'Écosse serait encouragée à se séparer du Royaume-Uni.* (*The Economist*, 16 mai)

L'ancien partenaire de Cameron, le Parti libéral-démocrate s'effondre avec 7,9 % des votes (-15,2 %). Les autres partis bourgeois progressent : le parti xénophobe (anti-immigrés et anti-UE) UKIP obtient 12,6 % des votes (+9,5 %), le parti nationaliste écossais SNP obtient 4,7 % des voix de tout l'État (+3,1 %) mais 50 % des suffrages en Ecosse, le Parti vert 3,8 % (+2,8 %).

Le Parti travailliste s'est discrédité en Ecosse, où il était traditionnellement majoritaire, en s'alignant sur le gouvernement Cameron et la monarchie contre les droits du peuple écossais ; sa politique, en général, ne se distingue guère de celle du gouvernement Cameron, y compris contre les travailleurs étrangers. Il n'est même pas républicain. Les candidatures à la gauche du Parti travailliste —Respect, TUSC (SWP+SPEW), etc.— ont des scores très réduits. Il faut dire que, dans la tradition du travaillisme de gauche, ils préconisent de manière chauvine la sortie de l'UE sans lui opposer les États-Unis socialistes d'Europe et encore moins la révolution socialiste.

En Grèce, le gouvernement de Front populaire Syriza-Anel mène chaque jour un peu plus à l'impasse. Le gouvernement Tsipras a été fermement invité par les principaux impérialismes européens, dont l'Allemagne au premier chef, à arrêter son cinéma consistant à dire blanc dans les négociations avec les créanciers et dire noir quand il s'adresse à la population. Le premier rôle dans cette tragi-comédie, le ministre Varoufakis, a été cette fois prié par Tsipras lui-même de ne plus participer aux négociations et de rester à la maison.

C'est que le refus de s'attaquer réellement au capitalisme, de rejeter purement et simplement la dette, d'en appeler à la mobilisation et l'organisation des travailleurs, la prétention à la fois de payer les rentes de la dette aux impérialistes, de laisser les capitalistes en place et de répondre aux revendications ne peut durer très longtemps. Laissant croire qu'il pouvait satisfaire les deux camps, comme c'est l'usage pour tous les gouvernements de type Front populaire, le gouvernement Tsipras n'en a choisi qu'un seul, celui de la bourgeoisie. Les caisses sont vides, le défaut de paiement est au coin de la rue, le gouvernement fait des pirouettes pour payer le mois des fonctionnaires, mais plus de 22 milliards d'euros ont été retirés des banques grecques de janvier à avril et certainement pas par les travailleurs et les jeunes qui n'ont pas un euro devant eux.

Contrôler les mouvements de capitaux, demander aux travailleurs des banques de bloquer tout mouvement suspect, ouvrir les livres de comptes ? Vous n'y pensez pas ! La révolution en Grèce s'arrête dans la geste médiatique d'un ministre des finances hollywoodien. Sauf que, pour finir, le gouvernement, après avoir annoncé officiellement qu'il différait sine die la hausse du salaire minimum ou la revalorisation des retraites, vient d'annoncer la poursuite des privatisations dont celle du port du Pirée, emblématique d'un renoncement annoncé. La Grèce confirme que le front populaire que préparent en France les partisans de Syriza (PdG PCF, NPA) avec le MRC, EELV, tout ou partie du PS, n'est pas une véritable alternative aux gouvernements Hollande, Jospin et Mitterrand.

L'intensification des attaques du gouvernement Valls est le résultat direct de la collaboration de classe

Le gouvernement Valls se bat bec et ongles pour la bourgeoisie française. A défaut d'une base politique, et le triomphe de l'équipe Cambadélis au congrès du PS ne saurait faire illusion, chaque pas en avant gagné contre les travailleurs, chaque petit ou grand cadeau que lui font les appareils pour lui permettre d'avancer, lui donnent une assurance et un aplomb qu'il met opiniâtrement à profit pour préparer le coup suivant. Ainsi, l'union nationale réalisée le 11 janvier qui vit défiler ensemble organisations ouvrières (PS, PCF, PdG, tous les syndicats) et partis bourgeois, partisans de la liberté d'expression et dictateurs sanglants, permet aujourd'hui à Hollande d'annoncer la pérennisation de l'opération antiterroriste intérieure avec le maintien de manière durable de 7 000 militaires, une rallonge de 3,8

milliards d'euros pour les opérations impérialistes extérieures ainsi que la préservation de quelques 18 000 postes de militaires qui devaient être supprimés. Il n'y a pas d'austérité pour les patrons, les polices, l'armée, les services secrets.

L'union nationale lui permet également de faire passer sans coup férir au nom de la lutte contre le terrorisme la loi sur le renseignement qui donne des pouvoirs exorbitants à l'appareil d'État contre les libertés publiques. Ce texte a en effet été voté le 5 mai à l'Assemblée nationale par 486 pour, dont 252 députés socialistes mêlant leurs voix à 143 députés UMP, et 86 contre, les frondeurs du PS sachant fronder n'étant plus que 10 à s'opposer, et 42 abstentions, sans que soit convoquée par les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier la moindre manifestation à l'Assemblée nationale.

C'est Macron qui dans une tribune au *Monde* du 24 avril déclare vouloir « *retrouver l'esprit industriel du capitalisme français* », c'est-à-dire, en se référant à l'après-guerre, accroître le rôle de l'État dans son combat pour financer et structurer le capitalisme français, lui permettre de résister aux vicissitudes de la guerre économique. Il faut, dit-il, *« réorienter les fonds des caisses de retraites vers la détention d'actions françaises, en associant d'autres investisseurs à leurs côtés »*, reprenant ainsi à son compte une des exigences fondamentales de la bourgeoisie française qui aspire à détruire les régimes de retraite pour diminuer encore les cotisations sociales patronales et augmenter le capital des banques et d'autres sociétés financières sous forme de « fonds de pension ». D'où également la volonté du gouvernement d'imposer le double droit de vote aux actions détenues depuis plus de 2 ans pour que les entreprises que l'Etat juge décisives restent dans le giron du capitalisme français.



Centrafrique, décembre 2013
Hollande congratule les troupes d'occupation

C'est aussi la réforme des collèges. Le gouvernement, prenant cyniquement appui sur le nombre d'élèves en situation d'échec scolaire, qui est le produit à la fois de la crise sociale générée par la crise du capitalisme et aussi de la politique poursuivie de longue date contre l'enseignement public, liquide une partie supplémentaire des enseignements. Loin de combattre les inégalités, cela ne fera que les développer en favorisant d'un coté l'enseignement privé pour les couches aisées et un enseignement public au rabais pour les pauvres, sans parler de la différenciation accrue entre collèges publics avec l'extension de l'autonomie pédagogique. Les directions syndicales ont discuté l'attaque depuis trois ans avec Peillon puis Vallaud-Belkacem, jusqu'au Conseil supérieur de l'éducation (CSE) du 10 avril, proposant ici des amendements, s'opposant là, approuvant ailleurs, ce dont les a remerciées publiquement la ministre de l'Éducation nationale. Au bout du compte, le CSE approuve le décret par 51 pour, 21 contre et 1 abstention. La participation des syndicats a ouvert grand la porte à la ministre et au gouvernement.

Partout, s'organiser pour préparer la grève générale

Le gouvernement serine chaque jour l'air de la reprise, mais les licenciements, suppressions d'emplois et fermetures continuent : 900 emplois chez Vallourec, 512 à Renault Trucks, 345 chez IBM, de 3 000 à 4 000 chez Areva, 166 à Lafarge, presque 400 à Radio France, etc. À Radio-France justement, les personnels ont renoué avec les méthodes de la lutte des classes. Isolés par les appareils syndicaux, faute de mot d'ordre de grève générale, ils ont reconduit leur grève par vote en assemblée générale pendant 28 jours, pour un maigre bilan : si la fusion entre les 2 orchestres a été repoussée et l'externalisation du service de nettoyage abandonnée, l'essentiel des objectifs du projet de la direction et du gouvernement s'applique. Seuls contre le gouvernement, les salariés de Radio France ne pouvaient l'emporter, malgré toute leur détermination. Pourquoi, alors que cette grève rencontrait la sympathie des travailleurs, aucune campagne nationale de soutien n'a-t-elle été organisée par les directions syndicales, à commencer par des collectes de solidarité sur les lieux de travail ? Parce que c'était le moyen concret qui permettait de faire les premiers pas vers le mouvement d'ensemble de toute la classe ouvrière contre le gouvernement et sa politique et que, de cela, les appareils n'en veulent à aucun prix.

C'est pour les mêmes raisons, pour protéger le gouvernement, que la direction du principal syndicat enseignant, le SNES-FSU, non content d'avoir participé à toutes les discussions sur le projet contre les collèges depuis trois ans, n'en demande même pas le retrait, mais demande à le rediscuter. C'est pour les mêmes raisons que les bureaucraties syndicales de l'enseigne-

ment FSU, SNALC, FO, SUD, CGT se sont contentées d'appeler à une journée symbolique de grève le 19 mai pour les seuls collèges, annonçant ainsi par avance au gouvernement que le 20 mai tout rentrerait dans l'ordre.

Voilà ce qui lui permet, dès le 20 mai au matin, de publier le décret d'application de la réforme, tout en proposant désormais aux syndicats de venir discuter de sa mise en application… Pourtant, les enseignants ont été nombreux à faire grève le 19 mai (plus de 50 %) contre ce projet dans la continuité de la politique scolaire du gouvernement Sarkozy-Fillon et approuvé par l'Église catholique ; ils sont vent debout, ulcérés qu'on les traite en haut lieu de réactionnaires et de conservateurs. Mais le seul moyen pour que cette colère débouche, c'est l'organisation, dans chaque salle des professeurs, d'un comité pour la grève générale, syndiqués et non syndiqués, la préparation d'une coordination nationale des collèges (mais aussi des écoles, des lycées professionnels, des lycées) obligeant les responsables syndicaux non seulement à y participer mais à marcher droit au côté des enseignants (ou à être expulsés du mouvement) sur le seul mot d'ordre qui vaille : pour la grève générale pour le retrait de la réforme ! C'est ce qu'il faut aux enseignants.

Le directeur des 38 hôpitaux de la région parisienne (75 000 salariés), un ancien ministre du gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot, veut, au compte du gouvernement Hollande-Valls-Touraine, supprimer de 5 à 7 jours de RTT par an en échange d'une pseudo-réduction du temps de travail qui passerait officiellement de 7h36 à 7h par jour. Mystification ! Les personnels expliquent qu'ils sont déjà obligés de faire des heures supplémentaires gratuites tous les jours pour pouvoir assurer leur service auprès des malades. Si cela passe à Paris, il n'est pas difficile de deviner ce qui adviendra en province. Toutes les bureaucraties syndicales, face à la révolte de la base, appellent à des journées de diversion (21 mai, 25 juin) tout en continuant à négocier le plan patronal à partir du 26 mai. Pour le retrait du projet Hirsch, pour avoir tous leurs arriérés réglés, pour empêcher l'augmentation du temps de travail, pour obtenir la titularisation des précaires et le recrutement sur concours pour pourvoir tous les postes nécessaires, les travailleurs de la santé doivent s'organiser à la base, quel que soit leur statut, leur syndicat, leur ville.

C'est ce qu'il faut à toute la classe ouvrière pour arrêter la spirale infernale des attaques du gouvernement vendu à la bourgeoisie française, pour empêcher le retour de Sarkozy et arrêter la montée du FN, pour imposer un gouvernement des travailleurs, pour avancer vers les États-Unis socialistes d'Europe ! C'est le mot d'ordre du Groupe marxiste internationaliste qui combat pour une internationale ouvrière, pour un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays.

20 mai 2015

Motion de soutien aux personnels grévistes de Radio France

Le syndicat CGT des Sapeurs pompiers professionnels et personnels administratifs et techniques du Service Incendie et Secours du département du Rhône et de la Métropole de Lyon (SDMIS) assure les travailleurs de Radio France en grève depuis trois semaines de son plein et entier soutien au combat qu'ils mènent contre la réduction des effectifs, la mutualisation des programmes, la fusion des orchestres et l'éventuelle disparition de radios telle France Musique.

Il approuve totalement le combat mené par les travailleurs de ce secteur contre la politique du gouvernement Valls qui, par la voix de Fleur Pellerin ministre de la culture et des communications, demande au PDG une sortie de crise rapide et un retour à l'équilibre financier dans les deux ans.

Au contraire de la position de Manuel Valls qui demandait le 27 mars qu'il soit mis fin rapidement à la grève et de la position de Nicolas Sarkozy et du bureau de l'UMP qui déclarait le 31 mars que cette grève était un scandale d'État, le syndicat CGT des SPP et PATS du Service Incendie et Secours du département du Rhône et de la Métropole de Lyon soutien la position de l'assemblée générale des travailleurs en grève de Radio France qui reconduit la grève chaque jour pour le retrait des plans de suppressions d'emplois et de mise en cause du service public.

Une victoire des salariés de Radio France contre la politique du gouvernement serait un encouragement pour tous les salariés de ce pays. C'est pourquoi la solidarité ouvrière doit être organisée sans attendre plus longtemps

Le syndicat CGT des SPP et PATS Service Incendie et Secours du département du Rhône et de la Métropole de Lyon s'adresse à l'UD du Rhône, à la Fédération des services publics et à la confédération CGT pour qu'elles soutiennent sans réserve l'assemblée générale des salariés de Radio France et qu'elles ouvrent sans délai une souscription financière en soutien aux grévistes.

5 avril 2015

Retrait du projet contre le collège !

Après l'université et l'école, le tour du collège

Réforme des collèges. Et si elle avait raison ? (*Libération,* 12 mai)

Le carnaval réactionnaire déchaîné par l'UMP et le FN, *Valeurs actuelles* et *Le Figaro,* Pierre Nora et Alain Finkelkraut contre la « réforme » du collège doit-il conduire les travailleurs, en particulier ceux du collège et ceux qui sont parents de collégiens ou de futurs collégiens, à la soutenir ?

L'enseignement public souffre. Il est victime de la crise capitaliste et des restrictions budgétaires. Les collèges sont touchés de plein fouet dans les ghettos créés par le capitalisme en crise, où règnent le chômage, la pauvreté et l'économie souterraine.

L'ex-président Sarkozy et l'ancienne majorité UMP-UDI ont valorisé les prêtres contre les enseignants, ont imposé la conception du *« socle commun de compétences »* en guise de formation commune à tous les jeunes (enseignement élémentaire + collège). Pour la bourgeoisie décadente, pas besoin de formation ambitieuse : pour la masse des futurs travailleurs, un « socle » minimal suffit. Sarkozy et l'UMP ont délibérément accentué l'apartheid en supprimant la carte scolaire. Les fonds sociaux destinés aux élèves pauvres ont été divisés par deux en dix ans. Puisque Sarkozy et l'UMP-UDI donnaient moins de savoir et de culture aux enfants du peuple, ils avaient supprimé 77 000 postes dans l'Éducation nationale. Le 8 octobre 2014, Sarkozy a encore dit qu'il fallait diminuer de 30 % l'effectif des professeurs.

Mais le président Hollande et le gouvernement PS-PRG servent aussi le capitalisme français. Ils ont poursuivi le blocage des salaires des travailleurs de l'enseignement public et le financement public des établissements privés (8 milliards d'euros de subventions dissimulées à l'Église catholique). Ils ont poursuivi la destruction des camps de Roms qui entraîne la déscolarisation des enfants.

Hollande et la majorité parlementaire PS ont développé les attaques contre l'enseignement public : décret Peillon sur les rythmes scolaires de janvier 2013, loi Peillon sur la « refondation » de l'école de juin 2013, loi Fioraso sur l'enseignement supérieur et la recherche de juillet 2013, décret Vallaud-Belkacem sur les obligations de service des professeurs du secondaire d'août 2014... Toutes les directions fédérales syndicales se sont associées à l'élaboration de ces mesures.

Le gouvernement s'en prend maintenant au collège. Le 11 mars, la ministre de l'Éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem présente le projet en Conseil des ministres. Le 10 avril, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) ratifie les projets de décret et d'arrêté.

La ministre a tenu, lors de son intervention devant le CSE, à remercier l'ensemble des partenaires et représentants car chacun a contribué à définir le cadre du collège en 2016. (Vallaud-Belkacem *Communiqué de presse,* 10 avril)

Tous les « partenaires » ont en effet contribué depuis deux ans et demi à ce projet. Certaines organisations de salariés, d'étudiants et de parents (Unsa, Sgen-Cfdt, Fcpe, Unl, Unef) sont allées jusqu'à voter, avec les hauts fonctionnaires et le Medef, ces mesures qui diminuent le droit des enfants des travailleurs à la formation et qui attaquent les travailleurs de l'enseignement public.

Évolution du score des pays de l'OCDE en culture mathématique entre 2003 et 2012

Pays plus performants en 2012			Pays stables			Pays moins performants en 2012		
Pays	Différence de score entre 2003 et 2012	Score en 2012	Pays	Différence de score entre 2003 et 2012	Score en 2012	Pays	Différence de score entre 2003 et 2012	Score en 2012
Mexique	**28**	413	Corée du Sud	12	554	Hongrie	**- 13**	477
Pologne	**27**	518	Grèce	8	453	Danemark	**- 14**	500
Turquie	**25**	448	Suisse	4	531	Canada	**- 14**	518
Portugal	**21**	487	Japon	2	536	Belgique	**- 15**	515
Italie	**20**	485	Autriche	0	506	Pays-Bas	**- 15**	523
Allemagne	**11**	514	Espagne	- 1	484	**France**	**- 16**	495
			Irlande	- 1	501	Slovaquie	**- 17**	482
			États-Unis	- 2	481	Rép. tchèque	**- 17**	499
			Luxembourg	- 3	490	Australie	**- 20**	504
			Norvège	- 6	489	Islande	**- 22**	493
						N[lle]-Zélande	**- 24**	500
						Finlande	**- 26**	519
						Suède	**- 31**	478

Note : les évolutions significatives sont indiquées en gras.

Source : MEN-MESR DEPP / OCDE

Vers plus d'inégalité scolaire

Le projet défendu par Valls et Vallaud-Belkacem poursuit la logique de Sarkozy et de Fillon, celle du « socle commun » de 2005 : l'école et le collège, où vont tous les enfants, n'ont à délivrer qu'un minimum de « compétences ». En fait, il s'agit d'assurer la future « employabilité » à bon marché du plus grand nombre pour les tâches d'exécution. Le seul changement de Hollande et Valls est d'avoir ajouté « connaissances ».

> *Le nouveau socle commun de connaissances et de compétences et les nouveaux programmes qui en découleront et entreront en application à la rentrée 2016 ont été entièrement repensés.* (Ministère de l'Éducation nationale, *Collège, mieux apprendre pour mieux réussir*, 1.1, p. 7)

Le latin (et le grec), l'allemand (ou l'arabe, l'italien…) ne font pas partie du « socle » minimaliste. Le gouvernement veut aussi alléger les programmes et les rendre en partie facultatifs. Avec sa roublardise habituelle, il prétend y associer les enseignants eux-mêmes.

> *La ministre a souhaité engager, du 11 mai au 12 juin 2015, une large consultation pour recueillir les réactions et les suggestions de la communauté pédagogique et éducative.* (Ministère)

Il met en concurrence les collèges, chacun étant libre de 20 % de la dotation horaire.

> *Cet impératif doit nous conduire à améliorer la façon de transmettre pour les professeurs et d'apprendre pour les élèves en donnant aux équipes une marge de manœuvre de 20 % du temps d'enseignement… Ce temps dédié à un apprentissage différent par le travail en petites groupes, des enseignements pratiques interdisciplinaires ou un accompagnement individuel est au cœur de la nouvelle organisation du collège.* (Ministère de l'Éducation nationale, *Collège, mieux apprendre pour mieux réussir,* 1.1, p. 3)



L'école du socle à Béziers

Le « travail en petits groupes » n'est mis en avant que pour embrouiller les parents (il n'occupe que quelques lignes dans la brochure du ministère, 2.2, p. 13). La preuve est que sont supprimés les rares dédoublements, au lieu de les généraliser. L'axe du collège du « socle » minimum, ce sont les EPI (les « enseignements pratiques interdisciplinaires » de la 5e à la 3e) qui occupent trois pages de la plaquette (1.2, p. 8 à 10). L'entourloupe est qu'un « projet interdisciplinaire » n'est pas forcément plus pratique, plus actif pour les élèves, qu'un enseignement disciplinaire, surtout quand celui-ci est en petit effectif.

Le but est ailleurs : tant l'organisation que les contenus de ces « nouvelles modalités d'enseignement » seront définis collège par collège.

> *Les équipes pédagogiques choisiront à l'intérieur de leurs programmes les contenus des nouveaux thèmes de travail des enseignements pratiques interdisciplinaires et leurs modalités de prise en charge par des enseignants de plusieurs matières.* (*Collège, mieux apprendre pour mieux réussir,* p. 14)

Un tel projet accentuerait la concurrence entre établissements. Il impliquerait que les horaires ne soient plus communs, que les enseignements ne soient plus identiques pour tous les élèves, permettant ainsi d'aller progressivement vers des collèges pour riches et pour pauvres.

Enfin, conformément à la prescription par Hollande d'une minute de silence obligatoire le 8 janvier, le gouvernement veut renforcer l'embrigadement des élèves.

> *Des actions relatives à la formation du futur citoyen et à la promotion des valeurs de la République et de la laïcité sont inscrites systématiquement dans les projets d'établissement… Les projets d'établissement détaillent par ailleurs les modalités de la participation active des élèves aux commémorations patriotiques…* (4.2, p. 19)

Diviser et soumettre les enseignants

Le candidat Hollande avait promis 60 000 postes durant son mandat. En novembre 2014, sur les 31 627 embauches réalisées depuis le début du quinquennat, seules 4 000 correspondent à des emplois de titulaires, pérennes. Les 28 000 autres concernent des stagiaires.

Liée à la diminution des heures disciplinaires, l'organisation des « enseignements pratiques interdisciplinaires » introduirait la polyvalence des enseignants de collège. En outre, ils seraient tenus de participer à de multiples réunions au lieu de se former et de préparer leur enseignement. Ils ne pourraient plus choisir de participer librement aux concertations qui les intéressent. Ils ne pourront plus être protégés par les décrets statutaires de 1950 car ceux-ci ont été annulés par le décret du 20 août 2014, avec l'appui des bureaucrates Snes-FSU, Sgen-CFDT et Se-Unsa.

Pour Hollande, Valls et Vallaud-Belkacem, il n'y a pas assez d'argent pour augmenter les salaires des travailleurs de l'enseignement public. Par contre, le projet gouvernemental veut créer une couche intermédiaire de petits chefs payés pour servir la hiérarchie, espionner et mettre au pas leurs collègues, inculquer aux collégiens les « valeurs de la République ».

> *Le chef d'établissement pourra s'appuyer sur des coordonnateurs de discipline, de cycle, de niveau ainsi que des référents… Les indemnités de mission peuvent aller jusqu'à 3 750 euros par an.* (*Collège, mieux apprendre pour mieux réussir,* p. 14)

Contre la liberté pédagogique, les enseignants devraient se soumettre aux projets décidés sous le contrôle du chef d'établissement. De plus, celui-ci serait chargé en partie de la formation des enseignants de toutes les disciplines.

Comment arracher le retrait du projet ?

Le «socle » minimum pour le collège ne répond ni aux revendications des travailleurs de l'enseignement public, ni aux besoins d'instruction de la jeunesse. S'il s'applique, le lycée et l'école seront aussi affectés. S'il est retiré grâce à la mobilisation des travailleurs, la porte est ouverte à l'annulation de toutes les mesures contre l'enseignement public. Le combat pour le droit de tous les jeunes à la formation et les revendications des enseignants fait partie de la lutte pour le socialisme qui mettra fin au chômage et réduira les inégalités. Sans révolution sociale, la santé et l'enseignement publics se dégraderont. Pour émanciper l'école, il faut émanciper la société, ce qui nécessite d'en finir avec la propriété privée des moyens de production.

Le 10 avril, au Conseil supérieur de l'éducation, les représentants de la Fsu, majoritaire chez les professeurs du secondaire, n'ont pas exigé le retrait du projet gouvernemental d'appauvrissement de l'enseignement et de mise au pas des travailleurs de l'enseignement public. Ils ont sollicité de la ministre… le report du vote et la prolongation de la discussion.

> *Le Snes-Fsu, avec l'intersyndicale* [Snalc, Cgt, Fo, Sud…], *représentant au total presque les 3/4 des personnels, a demandé que le vote de la réforme soit repoussé et que les discussions soient reprises d'urgence.* (Snes, *Compte rendu,* 10 avril)

Les bureaucrates ont même regretté, à mots couverts, que le gouvernement n'ait pas fait mieux gober son projet aux professeurs.

> *Je voudrais aussi rappeler qu'à aucun moment, les personnels n'ont été directement consultés, qu'aucun dispositif n'a été imaginé pour leur permettre de s'approprier le projet présenté aujourd'hui et d'en débattre.* (Roland Hubert*, Déclaration du Snes-Fsu au CSE,* 10 avril)

La direction PCF du Snes, à cause de l'opposition massive de la base, n'a pu approuver publiquement un projet qu'elle a pourtant contribué à préparer discrètement durant plus de deux ans.

Le Snes-Fsu, le Snep-Fsu, le Snalc-Fgaf, le Snlc-Fo, le Snetaa-Fo, la Cgt Éduc'action et Sud Éducation appellent à « *débattre des conditions de l'amélioration du collège »* et à une journée symbolique de grève le 19 mai. Mais qui peut croire que, le 19 mai au soir, le gouvernement retirera son projet ?

Les travailleurs de l'enseignement public doivent s'organiser, au sein de chaque syndicat et au-delà des syndicats, pour préparer la grève générale, l'élection de comités, leur centralisation au sein d'une coordination nationale :

- Retrait du projet contre le collège ! Boycott par tous les représentants syndicaux de tous les organismes qui préparent les attaques gouvernementales (Conseil supérieur de l'éducation, Conseil supérieur des programmes) ou les appliquent (conseils d'administration) !
- Augmentation des salaires de tous les travailleurs de l'enseignement public ! Mesures pour retenir et attirer les professeurs expérimentés et agrégés dans les collèges des zones habitées par les ouvriers, les employés, les artisans, les paysans, les chômeurs ! Titularisation des précaires !
- Pas plus de 15 élèves par classe dans les collèges des quartiers populaires et des zones rurales pauvres ! Options pour tous les collèges ! Création de tous les postes nécessaires de professeurs, de CPE, d'infirmiers… !
- Expulsion de l'Église catholique des collèges ! Expropriation de tous les collèges privés !
- Rétablissement des décrets de 1950 ! Liberté pédagogique des enseignants ! Aucun embrigadement étatique des collégiens !

11 mai 2015

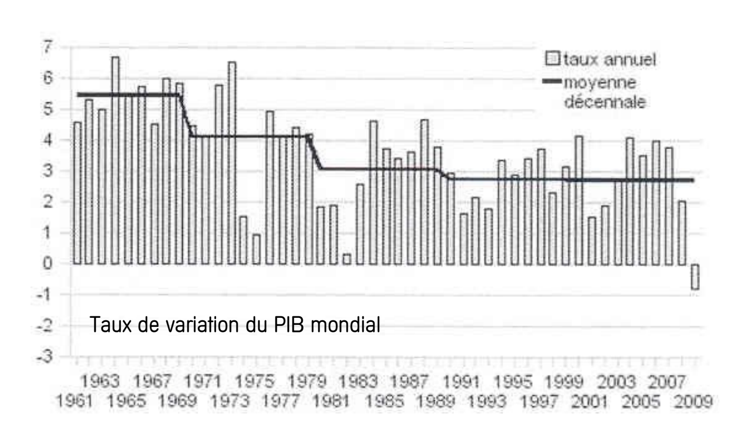
Une économie mondiale toujours plus instable

Ce n'est que grâce aux injections colossales de la part des États bourgeois et de leurs banques centrales et grâce aux attaques contre les travailleurs du monde entier que le capitalisme a survécu à la crise de 2007-2008. Le libéralisme qui servait auparavant et qui sert de nouveau à justifier les attaques contre les acquis sociaux a été alors temporairement oublié par les patrons des groupes de la banque, de l'assurance et de l'automobile et par les gouvernements de toute couleur politique.

Le capitalisme connaît actuellement une phase de croissance lente liée à la faiblesse des perspectives de rentabilité que le marché capitaliste offre à la bourgeoisie. Alors que c'est en inondant ce marché d'argent bon marché que les grands États ont espéré sauver leur capitalisme, ils ont surtout renforcé l'instabilité globale, puisque faute de destruction suffisante de capital et donc de retour à une rentabilité suffisante, cet argent gratuit n'a guère nourri l'investissement productif mais surtout une nouvelle vague de spéculation. Les problèmes qui ont généré la crise ne sont pas résolus, le principal étant la baisse du taux de profit, que les capitalistes essaient de régler en attaquant les travailleurs.

L'économie mondiale au ralenti

La faiblesse de l'investissement, l'instabilité des marchés financiers, les difficultés géopolitiques (mer de Chine, Ukraine, Moyen-Orient…), la stagnation économique du Japon et de la zone euro ont conduit le FMI à abaisser ses prévisions de croissance économique mondiale – ce qu'il a fait chaque année depuis 2010 – de 3,8 à 3,5 % pour 2015. C'est *« en deçà de ce qu'on aurait pu attendre après une telle crise »* (Christine Lagarde, directrice du FMI, *Les Échos*, 16 mars). Il était de 4,5 % avant la crise mondiale, entre 2000 et 2007. Depuis l'éclatement de la crise financière en 2007 et la récession en 2008-2009, l'économie mondiale a connu une reprise, avec une hausse de 4 % du PIB mondial en 2010 puis un ralentissement depuis 2011. Selon le FMI, les « économies avancées », c'est-à-dire les impérialismes occidentaux, leurs satellites et le Japon, connaîtront 1,6 % de croissance annuelle entre 2015 et 2020, ce qui est bien en-dessous du taux de croissance moyen enregistré avant la crise financière (2,5% entre 2001 et 2007).



Taux de variation du PIB mondial

À regarder de plus près, *« l'économie mondiale est propulsée par un seul réacteur, le réacteur américain. Cela ne suffit pas pour dessiner pour le monde un avenir radieux »* (Kaushik Basu, économiste en chef de la Banque mondiale, *La Tribune*, 14 janvier). Seuls les États-Unis et dans une moindre mesure le Royaume-Uni voient leur croissance s'améliorer. Les États-Unis ont retrouvé dès 2011 leur niveau de PIB de 2007, alors que la zone euro et le Japon ont dû attendre 2015 ; si la production industrielle des États-Unis dépasse celle d'avant la crise, ce n'est pas le cas dans la zone euro.

En 2015, seuls les États-Unis ont retrouvé un niveau d'investissement équivalent à 2008, alors que le Japon a près de 4 % de retard et la zone euro plus de 16 % (*Perspectives économiques de l'OCDE,* mars 2015). Entre 2010 et 2014, la croissance annuelle a été de 2,2 %, ce qui est inférieur au rythme des années 1990 (3,2 %) et des années 1950 (4,2 %).

Au Royaume-Uni la croissance en 2014 a été à 2,5 %, alimentée par une politique monétaire expansive qui nourrit une bulle immobilière qui tend à dégonfler aujourd'hui, d'autant que l'investissement reste faible et la production industrielle a récemment reculé.

Le Japon sort à peine d'une récession (le PIB a baissé aux 2e et 3e trimestres 2014) liée à la faiblesse de la demande intérieure du fait de la baisse des salaires (pour la 3e année consécutive) de 2,5 %, renforcée par la hausse de la TVA. Le PIB de la zone euro a baissé en 2012 (-0,7 %) et 2013 (-0,4 %), il a légèrement augmenté en 2014 (0,8 %).

Quant aux « économies émergentes » (un terme qui mêle de nouveaux impérialismes issus de la restauration du capitalisme en Russie et en Chine avec des pays capitalistes dominés), si la prévision est plus optimiste (+4,3 %), *« des mauvaises surprises lors des quatre dernières années ont poussé à diminuer les attentes de croissance à moyen terme »* (FMI, *World Economic Outlook*, avril). En effet, elles ont vu leurs difficultés aggravées par la baisse des prix des matières premières, par les variations de taux de change les plus fortes enregistrées depuis

2008. Les pays d'Amérique latine et la Russie, sont en récession. La croissance économique chinoise, qui était restée supérieure à 9 % en 2009, est pour 2014 limitée à 7,4 %, le taux le plus bas depuis 1990. Le ralentissement de la Chine, après des années d'investissements excessifs dans l'immobilier (20 % du PIB) et dans les infrastructures, est également à l'origine d'une surabondance mondiale de marchandises. L'endettement de l'économie chinoise augmente rapidement, il a été multiplié par quatre entre 2007 et 2014.

Le taux d'inoccupation des logements augmente et les surcapacités de production sont flagrantes : d'innombrables centres commerciaux, bureaux, routes, voies ferrées, ponts ou immeubles restent vides ou inutilisés. Ainsi la conjugaison d'une forte augmentation de la composition organique du capital du fait d'une hausse de l'investissement (12,2 % par an entre 2000 et 2013) plus rapide que celle de la consommation (7,3 % pour la même période), et d'une augmentation rapide des salaires (environ 50 % entre 2010 et 2013) résultant d'importantes luttes ouvrières (1 171 grèves ont été recensées dans le pays entre 2011 et 2013), ont conduit à une baisse du taux de profit chinois.

Une instabilité financière croissante

Le taux de profit continue à baisser. Les bulles financières reflètent l'abondance d'argent, alimentée par des politiques monétaires accommodantes. Ce capital ne trouve pas à s'investir de façon rentable dans la production de marchandises, si bien que les liquidités supplémentaires prêtées quasi-gratuitement par les banques centrales impliquent un renforcement à la fois du capital financier et de la spéculation. Cela prend la forme du rachat par des entreprises de leurs propres actions (4 000 milliards depuis dix ans pour les entreprises du S&P500) et de la reprise des fusions et des acquisitions (4 300 milliards de dollars en 2014 d'après le Crédit suisse).

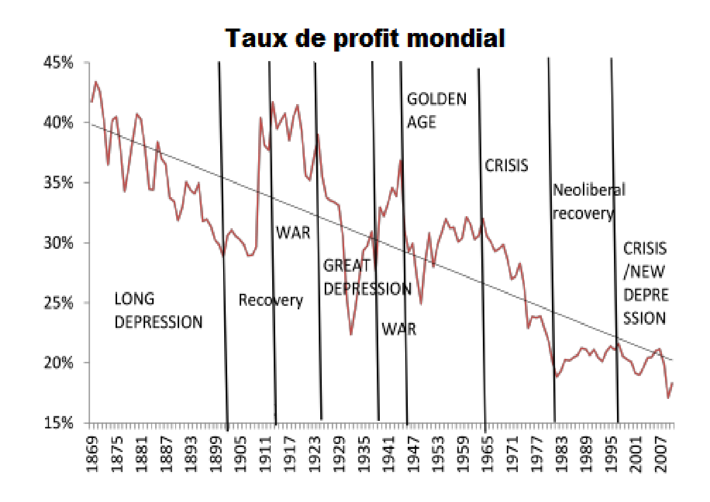
La planche à billets est censée faire baisser les taux d'intérêt, stimuler ainsi les emprunts, donc relancer l'investissement et la consommation. Dans les faits, elle alimente une nouvelle bulle - le cours des actions à la principale bourse de New York (NYSE) a été multiplié par trois en cinq ans, depuis un an, l'indice boursier allemand (Dax) a gagné 24 %, le français (CAC40) 16 %, le japonais (Nikkei) 36 %. L'indice de Shanghai a doublé entre mi-2014 et aujourd'hui, a gagné 23 % depuis le début de l'année.

Comme avant la dernière crise, les capitalistes de la finance s'enrichissent. Les bonus versés aux courtiers des banques et des fonds spéculatifs ont atteint leur plus haut niveau depuis 2008 à près de 15 000 dollars par mois (New York State Comptroller), soit cinq fois plus qu'en 1987. Le patron de Goldman Sachs a perçu un bonus de 7,3 millions de dollars, en hausse d'un million, pour un revenu total de 24 millions en 2014, celui de JP Morgan a quant à lui perçu 20 millions de dollars, dont 4,7 millions de bonus, celui de Morgan Stanley a perçu 18 millions, dont 4,5 millions de primes. Ces banques d'affaires sont parmi celles qui ont provoqué le krach de 2008. Ce sont elles qui, en s'appuyant sur les politiques des États, ont déclenché la crise mondiale qui a ruiné des millions de travailleurs, et elles ont été sauvées sur fonds publics. La bourgeoisie industrielle participe également à cette orgie puisque le revenu du patron de US Steel a été doublé, à 13,2 millions, celui du patron de Coca-Cola a augmenté d'un quart à 25,2 millions, celui de Boeing également, à 28,9 millions...

Le niveau d'endettement est plus élevé qu'avant la crise : 286 % du PIB mondial contre 269 % en 2007.

> *Plutôt que de réduire leur dette, toutes les principales économies empruntent aujourd'hui davantage par rapport à leur PIB qu'en 2007... Cela amène de nouveaux risques pour la stabilité financière et pourrait saper la croissance mondiale.* (McKinsey Global Institute, février 2015)

De plus, aux États-Unis, 25 % des crédits à la consommation (200 milliards sur 800) ont été souscrits par des emprunteurs à risque ; en zone euro, les créances « douteuses » dépassent 900 milliards d'euros, si bien que le FMI inquiet juge *« impératif de mettre rapidement en place une réglementation qui permette de transformer le secteur bancaire parallèle en pourvoyeur stable de financement par le biais des marchés »* (*Le Monde*, 15 avril 2015). Les capitalistes les plus éclairés reconnaissent les risques de crise.



Augmentation de la précarité et de l'exploitation des producteurs

Seul le redressement du taux de profit peut faire repartir la croissance, ce qui passe, puisque l'État bourgeois limite la destruction du capital, par l'augmentation du taux d'exploitation. Il est arraché soit par la réduction de la valeur de la force de travail, soit par l'augmentation du temps de travail, sur fond de chômage de masse.

La diminution de la part des revenus du travail par rapport aux revenus du capital n'est autre que l'expression d'une augmentation du taux d'exploitation, dont le renforcement est exigé par le patron de la BCE :

> *Tous les pays de la zone euro doivent être assez flexibles pour répondre rapidement aux chocs de court terme, y compris par l'ajustement des salaires.* (Mario Draghi, *L'Expansion*, 27 novembre 2014)

Depuis le début de la crise, la part des plus hauts revenus dans le revenu total a augmenté par rapport à la part des plus bas revenus. Les patrimoines des plus riches ont explosé. Les 1 % les plus riches se sont le plus enrichis en cinq ans. Depuis 2009, les 400 patrimoines les plus élevés aux États-Unis ont doublé. Selon Oxfam, en 2014 les 80 plus riches (92 en 2013) détiennent autant que les 50 % les plus pauvres soit 3,5 milliards (plus pauvres en 2014 qu'en 2009).

Le renforcement de l'armée industrielle de réserve facilite la baisse des salaires mondiaux, l'augmentation du temps de travail, permettant d'augmenter le taux d'exploitation, qui contribue à rétablir taux de profit. Bien que l'emploi mondial ait augmenté dès 2009 et ait dépassé depuis plusieurs années le niveau antérieur à la crise (presque 3,2 milliards de personnes), le niveau reste inférieur à ce qu'il aurait été si la croissance d'avant 2008 s'était poursuivie : *« Plus de 61 millions d'emplois ont été perdus depuis le début de la crise mondiale en 2008 »* (Guy Rider, directeur général de l'OIT, *The Guardian*, 19 janvier 2015). Comme la population active augmente plus vite que l'emploi mondial, le taux de chômage mondial ne baisse pas. Il était en 2014 de 7 %, contre 6,5 % en 2008 avant la grande récession. Plus de 201 millions de personnes dans le monde étaient au chômage en 2014 (170 millions en 2007).

La diminution du taux de chômage depuis 2009, particulièrement sensible aux États-Unis, cache surtout une forte baisse du taux d'activité dans ce pays : seuls 44 % des Américains en âge de travailler ont un emploi à temps plein, contre 58 % en 2007.

> *Le tournant que nous observons de la relation d'emploi traditionnelle vers des formes d'emploi plus atypiques s'accompagne souvent d'une hausse des inégalités et du taux de pauvreté dans de nombreux pays.* (Guy Ryder, OIT, 19 mai 2015)

La baisse de la valeur de la force de travail pourrait résulter des augmentations de productivité dans les entreprises qui produisent des marchandises entrant dans la consommation des salariés et donc de leur baisse de prix, ce qui préserve le niveau de vie des producteurs (mécanisme de la plus-value relative). Mais la faiblesse des investissements dans les vieux pays capitalistes aboutit plutôt à la baisse du niveau de vie. Non seulement la précarité augmente, mais ceux qui ont un emploi travaillent plus longtemps ou pour moins d'argent (mécanisme de plus-value absolue).

Les emplois à temps partiel se sont développés davantage que les emplois à plein temps entre 2009 et 2013; en outre, les écarts de revenu entre les deux se sont creusés. D'après l'OIT, *« l'insécurité se généralise sur le marché du travail mondial »* (*Emploi et questions sociales dans le monde,* mai 2015). Seul un quart des travailleurs dans le monde auraient un emploi stable, un nombre croissant étant à leur compte ou contribuant au travail familial, ce qui en réalité est souvent du chômage déguisé, d'autant que seuls 16 % des travailleurs indépendants sont dotés d'un régime de retraite. Dans les économies « développées », les salaires ont augmenté moins rapidement depuis 2007, ce que l'OIT chiffre à une perte de 485 milliards de dollars de salaires.

Il apparaît très clairement que, depuis la crise de 2008, la classe capitaliste a utilisé les instruments traditionnels de lutte contre la baisse du taux de profit, en diminuant massivement la valeur de la force de travail, grâce notamment à une flexibilisation accrue.

Il n'existe pas de troisième voie

Face à des risques majeurs de nouvelle crise financière, les recettes keynésiennes préconisées par un nombre croissant d'économistes (Roubini, Krugman, Stiglitz, Harribey, Durand, etc.) qui proposent de compléter la planche à billets par une relance budgétaire expansionniste, c'est-à-dire par des baisses d'impôt sur les ménages ou/et une augmentation des dépenses publiques, ne peuvent qu'aggraver la crise capitaliste en pesant sur la rentabilité du capital. Il n'existe pas d'alternative entre l'austérité et la rupture avec le capitalisme.

Le seul moyen d'en finir avec les crises et l'instabilité chronique est de rompre avec le capitalisme, d'établir un gouvernement expropriant les banques et les principaux moyens de production pour que les forces productives poursuivent leur développement au service des besoins de l'humanité.

13 mai 2015

ABC du marxisme : les crises économiques



Les travailleuses et les travailleurs d'Amérique du nord et d'Europe ont subi une crise capitaliste mondiale en 2008-2009. Si, à l'échelle globale, le PIB augmente de nouveau depuis 2009, celui de la France stagne et le chômage continue à augmenter.

Pourtant, d'après la science économique bourgeoise, le capitalisme ne génère pas de crise. Pour la variante néo-classique, le jeu du marché aboutit à la meilleure situation possible. Par exemple, il n'y a pas de chômeurs, seulement des individus qui choisissent le loisir plutôt que le travail. S'il y a malgré tout une crise, c'est que les marchés (des produits, du travail, des capitaux…) sont perturbés par des « chocs exogènes » : en général, une intervention jugée nocive de l'État, surtout quand celui-ci fait des concessions à la classe ouvrière.

La variante keynésienne de la science économique bourgeoise est un peu plus réaliste (ou prudente) puisqu'elle reconnaît qu'il peut y avoir du chômage involontaire. Mais le capitalisme n'est pas non plus en cause. La crise serait causée par l'avidité et l'imprudence des banquiers ou encore par une erreur de politique économique. Si les pouvoirs publics contrôlent l'activité financière (afin qu'elle ne perturbe pas « l'économie réelle ») et s'ils soutiennent la demande de marchandises (par le déficit budgétaire et par un crédit illimité aux banques privées), la crise est surmontée, voire évitée.

En réalité, depuis que le capitalisme est apparu, il ne se développe et ne survit que par une succession ininterrompue de phases d'expansion pendant lesquelles la production de marchandises augmente, les entreprises font du profit et le chômage diminue, et des moments où la production s'effondre, des marchandises demeurent invendues, des entreprises disparaissent, des équipements restent inutilisés, le chômage augmente brutalement. Si la plupart des crises restent limitées à un pays ou à un groupe de pays capitalistes, d'autres sont mondiales : 1836, 1857, 1873, 1929, 1973, 2007.

Dans le capitalisme, le but de la production est de créer et de s'approprier de la survaleur, de rapporter du profit. La classe capitaliste avance du capital pour se procurer les marchandises nécessaires (moyens de production vendus par d'autres capitalistes et force de travail du prolétariat) ; puis elle fait travailler les collectifs de travail, avec les équipements, pour créer de nouvelles marchandises ; enfin elle vend celles-ci pour plus d'argent, le surcroît représentant le surtravail, la partie du travail qui n'a pas été payée aux producteurs.

Les salariés tentent de résister et les capitalistes sont en compétition. Pour faire face à la lutte de classe et à la concurrence, les entreprises introduisent de nouvelles techniques, si bien que la composition du capital change : proportionnellement, il y a davantage de machines et moins de travailleuses ou de travailleurs. Or, c'est le travail qui seul crée de la valeur.

Tant qu'elles gagnent de l'argent, les entreprises capitalistes tendent chacune à investir et à embaucher de plus en plus ; elles y sont encouragées par le crédit facilement accordé par les banques. La période d'expansion génère inéluctablement la suraccumulation de capital et la spéculation. Il finit par y avoir trop de capital par rapport à la plus-value ou survaleur, la rentabilité baisse. La bulle spéculative éclate. Des marchandises ne trouvent plus preneur, même si les besoins sont loin d'être comblés. De nombreux débiteurs ne peuvent plus rembourser leur créancier. Des entreprises disparaissent. Les survivantes cessent d'investir, licencient, baissent les salaires. Ces décisions individuelles contribuent à aggraver les problèmes de débouchés.

Les crises prennent des formes différentes mais sont inévitables. Aucune crise économique, même d'envergure mondiale, ne suffit à faire disparaître le capitalisme. Si celui-ci n'est pas renversé, la crise rétablit temporairement les conditions de la croissance au détriment de certains capitalistes et de l'ensemble des salariés. Les faillites font disparaître une partie du capital et débouchent sur un nouvel équilibre entre activités tandis que la pression du chômage fait baisser la valeur de la force de travail, si bien que le taux de profit augmente à nouveau. Les guerres jouent le même rôle que les crises, de façon encore plus coûteuse pour l'humanité.

La concurrence aboutit à la constitution de grands groupes capitalistes dont la propriété passe par la vente et l'achat d'actions, ce qui confère un caractère financier prononcé à tout le capitalisme, y compris l'industrie et les services non financiers. Depuis le 20e siècle, les grandes entreprises s'appuient sur leur État. Mais les tentatives nationales du gouvernement et de la banque centrale de les sauver de la crise ne font que reporter le problème de la suraccumulation mondiale du capital, que préparer une crise plus grave. Le point culminant de l'intervention étatique est la guerre qui vise des pays dominés ou d'autres bourgeoisies impérialistes.

Seule une révolution menée par la classe ouvrière peut mettre fin aux crises, aux guerres et au chômage, en supprimant le capitalisme et en jetant les bases du socialisme-communisme mondial.

Adresse du 1er mai : pour une internationale ouvrière

Dans de nombreux pays, les travailleurs ne peuvent célébrer le 1er mai 2015, la journée internationale de la lutte de la classe ouvrière, que dans des conditions difficiles, voire pas du tout. Partout dans le monde, le maintien du capitalisme entraîne le chômage, l'exploitation, la guerre, le fascisme, l'oppression, la misère, la destruction de l'environnement, l'obscurantisme… L'appréciation de Lénine sur le capitalisme en déclin, « *l'impérialisme est la réaction sur toute la ligne », *est confirmée.

La crise capitaliste mondiale de 2007-2009 a temporairement été surmontée sur le dos de la classe ouvrière mondiale. D'une part, les États bourgeois ont sauvé leurs banques et leurs groupes industriels en s'endettant. D'autre part, les patrons du monde entier, en s'appuyant sur l'État bourgeois national, ont augmenté l'exploitation (augmentation de l'intensité du travail et du temps de travail, blocage des salaires, diminution des pensions et des indemnités de chômage, etc.). La reprise qui en a résulté a donc profité aux plus riches : pour la première fois, le 1 % le plus riche de la population mondiale possède plus de 50 % du patrimoine de l'humanité. Avec ce sursis, la spéculation financière a repris de plus belle. La croissance capitaliste mondiale reste fragile : de nombreux pays d'Europe n'ont pas retrouvé leur niveau de production de 2008 ; les « pays émergents » voient globalement leur croissance ralentir (le Brésil stagne, la Russie sombre dans la récession).

Les puissances impérialistes collaborent au sein de l'ONU, du FMI, etc. pour continuer à exploiter les pays dominés. Elles n'arrivent plus à s'entendre à l'échelle mondiale, d'où l'échec des dernières négociations de l'OMC. Elles tentent de monter des blocs économiques en concurrence les unes avec les autres : Accord de libre-échange nord-américain contre Union européenne, Union économique eurasiatique contre Union européenne, Accord de partenariat transpacifique contre la Chine, Accord transatlantique de commerce et d'investissement contre la Russie, Banque asiatique d'investissement contre les États-Unis…

Plus dangereuses encore, des alliances militaires opposent les vieux impérialismes et leurs alliés (Organisation du traité de l'Atlantique Nord, Traité de coopération mutuelle et de sécurité entre les États-Unis et le Japon) à celles des impérialismes émergents chinois et russe et de leur périphérie (Organisation de coopération de Shanghai, Organisation du traité de sécurité collective). Le militarisme menace l'humanité : les dépenses militaires se sont élevées à 1 800 milliards de dollars en 2014. Dans le Pacifique, les tensions montent entre les États-Unis, la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Des guerres par procuration font même rage en Asie de l'ouest et en Europe de l'est. Sur tous les continents, le nationalisme, le fondamentalisme religieux et la haine raciale sont attisés. Devant les côtes de l'Europe, des dizaines de milliers de réfugiés se noient chaque année.

Les puissances impérialistes sont les plus grandes organisations terroristes et criminelles. Elles utilisent la résistance contre leurs crimes dans d'autres pays comme une excuse pour justifier de nouvelles interventions militaires, persécuter les travailleurs migrants, discriminer les musulmans, diminuer les libertés, espionner leur population.

En Ukraine, les contradictions inter-impérialistes pèsent avec un cynisme et une brutalité inouïs sur le dos des travailleurs et des minorités nationales. La restauration du capitalisme en URSS a conduit à la formation de pseudo-États indépendants, qui ne sont que des pions dans les mains des puissances impérialistes occidentales et des nouveaux impérialistes russes ou chinois. Les impérialistes européens veulent par le biais de l'UE attirer ces pays dans leur orbite. L'impérialisme américain veut, avec l'OTAN, encercler et affaiblir son rival russe. Celui-ci est plus faible, mais il exerce une forte pression sur sa périphérie et il s'est révélé capable d'empêcher le bombardement américain et français de la Syrie contrôlée par le tyran sanglant Assad.

L'attitude des puissances impérialistes face au début de révolutions en 2011 en Afrique du nord et en Asie de l'ouest montre que tous les discours sur la démocratie et les droits de l'homme sont une duperie pure et simple. Les États-Unis subventionnent toujours Israël qui a massacré une nouvelle fois les Palestiniens en masse à Gaza. En Égypte, Obama finance toujours la junte militaire du général Al Sissi qui réprime les islamistes et les centristes. En Syrie, le régime du Baas n'a été sauvé que par la guerre (y compris chimique) contre la population et par l'étranger (les pasdarans envoyés d'Iran et leur alliés du Hezbollah du Liban). La rébellion est passée aux mains des



sous la bannière rouge de la révolution communiste

mouvements cléricaux jouissant du soutien de la Turquie et des monarchies du Golfe, elles-mêmes des alliées des États-Unis. L'intervention impérialiste occidentale sous des prétextes antiterroristes en Irak (1991, 2003) et sous des prétextes humanitaires en Libye (2011) a affaibli l'économie et disloqué l'État bourgeois. Le résultat est la division du pays et la guerre civile. Les apprentis sorciers américains ont laissé le pouvoir en Irak à une clique bourgeoise chiite qui a opprimé violemment les sunnites. Les sunnites irakiens ont donc pour beaucoup accueilli l'EEIL-Daech comme une protection. Les récents bombardements des impérialistes occidentaux et les exactions des milices chiites ne font que renforcer l'autorité des djihadistes sur la population du « califat » (et sur les minorités musulmanes des centres impérialistes).

Les islamo-fascistes détruisent les organisations ouvrières, défendent la propriété privée, suppriment les libertés, désignent les minorités religieuses comme des boucs émissaires, les persécutent, voire les exterminent. Quand la fraction cléricale de la bourgeoisie s'empare d'un État, elle capitule immédiatement devant les grandes puissances (Turquie) ou finit par le faire (Iran).

En Amérique latine, les capitalistes locaux et leurs alliés internationaux essaient aussi de passer à l'offensive. Au Brésil, les partis bourgeois et les groupes fascistes profitent de la hausse du coût de la vie et de la corruption pour mobiliser la petite bourgeoisie contre le gouvernement de front populaire constitué par le PT discrédité ; les groupes pétroliers américains envisagent de profiter d'une éventuelle privatisation de la société pétrolière publique Petrobras. Au Venezuela, il y a une vague croissante de manifestations contre le gouvernement nationaliste bourgeois de Maduro, impuissant à prendre des mesures révolutionnaires alors qu'il subit la baisse de la rente pétrolière. Le secteur pro-impérialiste majoritaire de la bourgeoisie espère que les travailleurs, déçus par le « socialisme du 21e siècle » resteront passifs face à une attaque frontale contre le gouvernement.



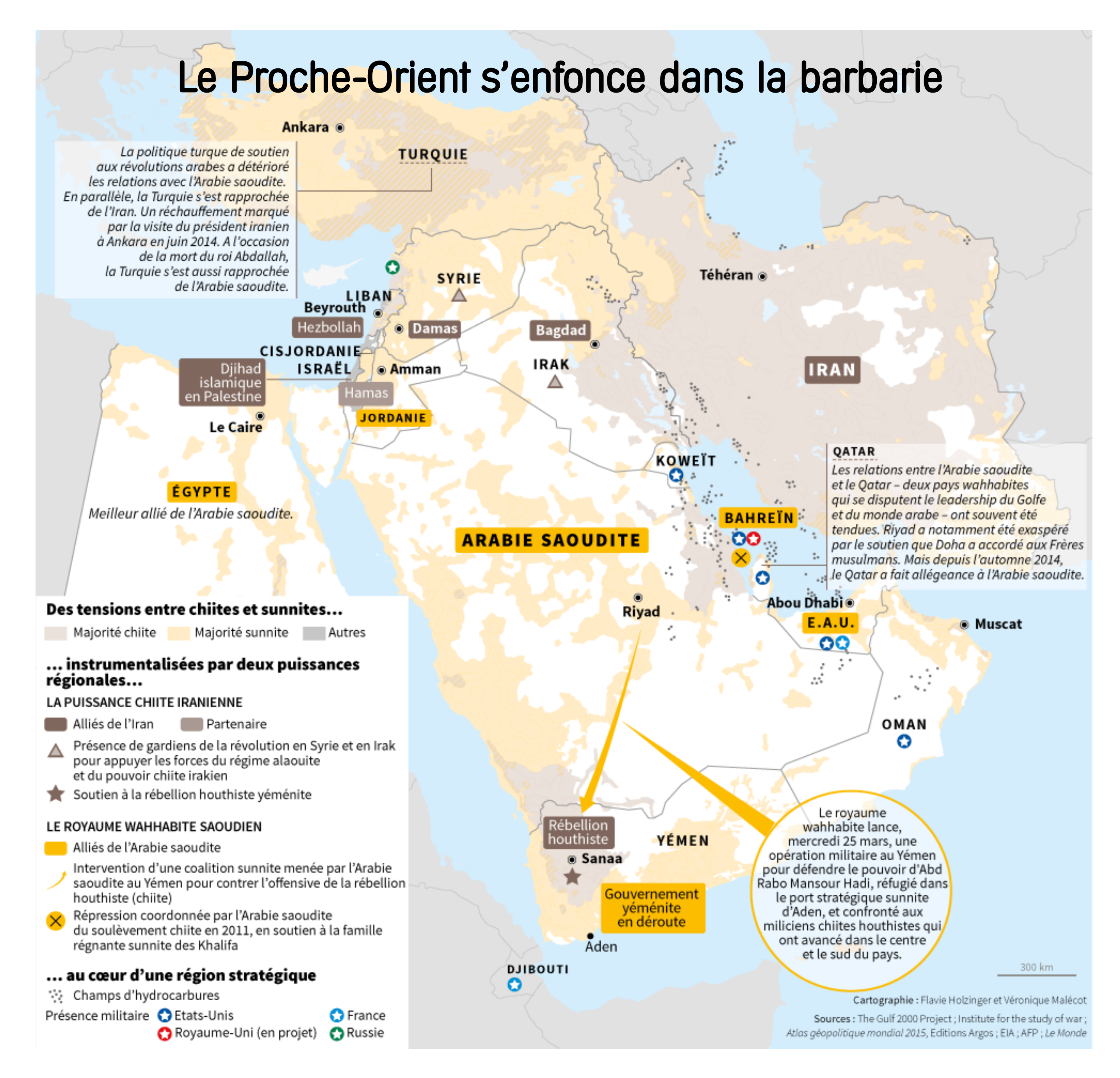
Là où le mouvement ouvrier subsiste, les bureaucraties syndicales et les partis ouvriers bourgeois, aidés par les centristes, désarment les travailleurs et les jeunes, préparent des défaites, en servant leur classe capitaliste. Un exemple récent est la Grèce où la Syriza, un parti issu de la fusion d'une aile du stalinisme et de pseudo-trotskystes, a formé un gouvernement front populaire avec l'ANEL, un parti bourgeois clérical et anti-immigrés, pour préserver l'État bourgeois et faire rembourser par les travailleurs la dette de la bourgeoisie grecque. Les sociaux-démocrates et les staliniens des États-Unis (et du monde entier) avaient soutenu les deux candidatures successives du Parti démocrate. Obama n'a pas fermé Guantanamo, il n'a pas été capable d'instaurer une véritable protection sociale médicale, il envoie les porte-avions bombarder en Irak et en Syrie, il tolère les assassinats de Noirs par la police…

Pour la classe ouvrière de tous les pays et continents, il devient de plus en plus urgent non seulement de résister activement à la brutalité et à l'agressivité croissantes du capitalisme en déclin, mais de tracer une autre voie, celle du socialisme. Une nouvelle internationale ouvrière est indispensable pour mener la révolution mondiale. Pour la construire, pour construire dans chaque État un parti communiste révolutionnaire et internationaliste, il faut que l'avant-garde se regroupe et mène une lutte résolue contre les bureaucraties « réformistes » de toutes sortes qui rêvent d'une transition pacifique au « socialisme » dans un avenir lointain ou d'une « humanisation » du système capitaliste.

La construction de la nouvelle direction révolutionnaire ne peut se faire que sous la bannière rouge de la révolution permanente, une révolution socialiste qui répond à toutes les tâches que la bourgeoisie impérialiste et réactionnaire ne peut plus résoudre (l'autodétermination des peuples, l'élimination de la division de la classe ouvrière par des critères religieux, ethniques ou sexuels ; l'élimination de la grande propriété foncière ; la séparation complète des religions et de l'État ; etc.).

Telles sont les bases d'un monde sans exploitation, oppression et obscurantisme, de la « libre association des producteurs ».

Collectif révolution permanente
(Autriche, France, Pérou)
Mouvement au socialisme (Russie)



Qui sont les fauteurs de guerre ?

Les monarchies islamistes sunnites d'Arabie, du Koweït, du Qatar, des EAU, de Bahreïn, ainsi que la théocratie d'Iran, sont toujours en place. Plusieurs États d'Afrique du nord et d'Asie de l'ouest se sont effondrés : Irak, Syrie, Libye, Yémen… et de nouveaux États apparaissent (Kurdistan du Sud, EI). Les guerres et les bombardements, les persécutions des minorités nationales et religieuses, le renforcement de l'oppression des femmes et le totalitarisme s'expliquent d'abord par le sous-développement, la domination impérialiste, les interventions militaires des États-Unis et de leurs alliés, les rivalités entre ceux-ci et le nouvel impérialisme russe, le conflit entre des puissances régionales (Iran, Arabie saoudite, Turquie…) mais aussi par l'échec des révolutions de 2011 qui auraient pu y mettre un terme.

Amorcée par les manifestations de masse de la jeunesse iranienne en 2009, presque tous les gouvernements d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont fait face à une poussée révolutionnaire en 2010 et 2011. Faute d'une internationale ouvrière et de partis révolutionnaires pour les mener au pouvoir, les masses ont été trahies par leurs organisations politiques et syndicales (qui les ont mis à la remorque d'une fraction ou d'une autre de la bourgeoisie) ou mystifiées par les formations islamistes (Frères musulmans : FM-PLJ, Ennahda… ; salafistes : Al-Nour, Ansar-al-charia… ; djihadistes : EEIl, Al-Nosra, AQPA…).

Avec l'appui des grandes puissances, les classes dominantes de la région ont repris l'initiative en menant une contre-révolution, soit par une transition « démocratique » et sous couvert de « constituante » (Tunisie et Égypte, 2011), soit par la répression (Iran, Irak, Maroc, Algérie, Turquie), soit par l'immixtion militaire de puissances régionales (Arabie Saoudite à Bahreïn, 2011, au Yémen, 2015) ou de puissances impérialistes (États-Unis, France et Grande-Bretagne en Libye, 2011), soit par une guerre civile entre deux camps bourgeois comme en Libye et en Syrie depuis 2011, comme en Irak depuis 2005. La guerre civile en Irak, conséquence des deux invasions impérialistes menées au nom de la démocratie, alimente un conflit réactionnaire de dimension régionale qui se présente comme une guerre de religion entre deux branches de l'islam.

> *De 2003 à 2008, pendant l'occupation américaine, une guerre interconfessionnelle entre sunnites et chiites a ensanglanté l'Irak, un conflit sans précédent dans la longue histoire des relations entre les deux grandes communautés musulmanes de ce pays : des centaines de milliers de morts, en grande majorité chiites, et un processus de fragmentation territoriale.* (Pierre-Jean Luizard, *Le Piège Daech*, 2015, La Découverte, p. 8)

La région est plus que jamais soumise à un conflit entre grandes puissances impérialistes : la Russie et la Chine d'un côté, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'autre. Parfois, ces grands pays dominant économiquement et militairement la planète se mettent d'accord, par exemple en instaurant un embargo contre le développement de l'industrie nucléaire en Iran. Mais, le plus souvent, leurs alliances et leurs confrontations servent à se disputer et se repartager des zones d'influence et des richesses (gaz et pétrole notamment), chaque gouvernement défendant les intérêts de ses grandes multinationales.

> *Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains toutes les sources de matières brutes, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc.* (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme,* 1916, ELE, p. 98)

Pour la domination mondiale, les grandes puissances s'affrontent rarement directement, comme lors des guerres mondiales de 1914 et 1939. En général, vu les risques, elles rivalisent plutôt par l'intermédiaire de gouvernements vassaux et dépendants d'elles. C'est le cas en Libye, en Syrie et en Irak où les puissances régionales se font la guerre, chacune soutenue par un camp impérialiste différent.

Depuis leurs bases militaires (dont celle d'Al-Anad au Yémen), les drones étasuniens assassinent leurs opposants : 122 assassinats ciblés depuis 2002.

Le Yémen à feu et à sang

Le Yémen est le pays le plus pauvre du Moyen-Orient. Il est situé à l'entrée stratégique de la Mer rouge conduisant au Canal de Suez par où passent 40 % du trafic maritime mondial. Mais au contraire de ses voisins, il n'a que très peu de pétrole : les réserves devraient même s'épuiser d'ici 2020 alors que son exportation représente plus de 70 % des revenus du pays. En 2014, deux tiers des 26 millions d'habitants dépendaient pour survivre de l'aide dont le principal bailleur est l'Arabie saoudite. 41 % des foyers seulement avaient l'électricité, 30 % n'avaient pas d'eau potable. Le taux de chômage officiel est de 18 % (estimé officieusement à 40 % en 2012) ; le travail au noir est courant et la jeunesse est promise à la misère. 1 jeune sur 2 de plus de 15 ans est analphabète. Au moins 50 % des enfants sont en situation de malnutrition et le salaire moyen est approximativement de 80 dollars par mois. Les droits démocratiques sont réduits à rien, les mariages forcés sont encore admis.

En janvier 2011, des manifestations demandent la démocratie, la fin de la corruption et le départ de Saleh, le militaire arrivé au pouvoir en 1978. La répression, la mainmise de clans tribaux, les fausses oppositions entre partis bourgeois ont fini par faire refluer la vague révolutionnaire. Après des mois de répression et de négociations pour maintenir l'État bourgeois en place, Saleh a cédé sa place en novembre 2011. Conservant son immunité, il a confié la présidence à son bras droit et vice-président Hadi, ancien général devenu le nouvel homme de main de l'impérialisme au Yémen. La « transition démocratique » a permis à Hadi d'être l'unique candidat de l'élection présidentielle où il fut élu avec 99,8 % des suffrages le 27 février 2012.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement Hadi fait face à la dislocation de l'État et de l'armée. Face à ce pouvoir affaibli, se dressent trois mouvements islamistes : Ansar Allah (Partisans de Dieu, chiites), Al-Islah (sunnite façon Frères musulmans) et AQPA (sunnite façon djihadiste).

> *Dans les années 1990, l'unification des deux Yémen, Nord et Sud, pousse le gouvernement yéménite à s'allier avec le parti islamiste Al-Islah, à la fois tribal et islamiste. À la fin de la décennie, le gouvernement n'a plus besoin d'Al-Islah et les islamistes rejoignent progressivement l'opposition.* (Anne-Clémentine Larroque, *Géopolitique des islamismes*, 2014, PUF, p. 96)

Constitué en 1990 dès le retour des combattants djihadistes d'Afghanistan, AQPA a participé à la contre-révolution depuis 2011 en tuant aveuglément lors de nombreux attentats. C'est cette branche yéménite d'Al-Qaïda qui a revendiqué les assassinats contre la rédaction de *Charlie Hebdo*. AQPA a souvent été toléré contre les houthistes qu'AQPA condamne pour leur chiisme. Le 16 avril, les bandes islamo-fascistes d'AQPA ont pris le contrôle de Moukalla (200 000 habitants) et de son aéroport, l'armée régulière fuyant, comme l'armée irakienne à Mossoul, face à l'EI. La guerre civile et l'intervention saoudienne donnent l'occasion à AQPA d'imposer l'ordre fasciste. Pourtant, des manifestations hostiles à AQPA ont eu lieu le 4 mai dernier.

Ansar Allah, le parti islamiste chiite que les médias bourgeois appellent « Houthis » du nom de son dirigeant Abdel Malik Al-Houthi, s'appuie sur la minorité zaydite, 30 % des Yéménites, surtout au nord-ouest. L'État central a refusé depuis 2004 toute autonomie régionale. En septembre 2014, les Houthis ont pris le contrôle de la capitale, Sanaa, et ont fait tomber le gouvernement en janvier 2015. Les milices d'Ansar Allah ont ensuite menacé Aden, grand port stratégique où le président Hadi avait été contraint de trouver refuge avant de fuir en Arabie saoudite.

Le 25 mars, la monarchie saoudienne a déclenché l'opération « Tempête décisive », avec le soutien de 9 autres pays (États-Unis, Koweït, Qatar, Bahreïn, Emirats arabes unis, Maroc, Soudan, Égypte, Jordanie). Avec le soutien logistique des États-Unis, Salman a coalisé les armées des pays à dominante sunnite, la branche majoritaire de l'islam. La coalition militaire autour de l'Arabie saoudite s'oppose au puissant voisin iranien qui soutient, en sous-main, le parti houthiste. Cette intervention a été validée par l'ONU le 14 avril alors que les bombardements avaient déjà fait des centaines de morts et des milliers de blessés. Le Conseil de sécurité de l'ONU a voté la résolution 2216 demandant un embargo sur les armes, des sanctions ciblées contre les Houthis et leur retrait des zones qu'ils contrôlent.

Mais les Houtis ont tenu le choc : ils gardent Sanaa et menacent toujours les forces loyalistes à Aden. Après un mois de bombardements, plus de 1 200 morts et 5 000 blessés, Ryad a annoncé une pause le 21 avril.

L'impérialisme soumet l'Iran à ses conditions

Le 2 avril 2015 à Lausanne, les diplomates iraniens ont signé un « pré-accord » pour que soient levées les sanctions et l'embargo contre leur pays. Depuis 2006, le pouvoir des mollahs est soumis à un embargo restreignant les revenus du pays (particulièrement celui de la vente du pétrole) par le groupe « P5+1 », c'est-à-dire les puissances impérialistes mondiales ayant un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU (États-Unis, Chine, Russie, Grande-Bretagne, France) auxquelles s'ajoute l'Allemagne qui, peu à peu, rejoue un rôle politique et même militaire dans cette région.

> *Cet accord n'est pas basé sur la confiance, mais sur des vérifications sans précédent : si l'Iran triche, le monde le saura.* (Obama, 4 avril 2015)

Ce pré-accord encore secret est entièrement à l'avantage des puissants de ce monde. Il conditionne la levée de l'embargo à la soumission de l'Iran sur son énergie nucléaire pendant les quinze prochaines années. Durant cette période, Téhéran doit réduire à 6 000 ses centrifugeuses d'enrichissement de l'uranium (l'Iran en a 19 000), enrichir l'uranium à des fins uniquement civiles, réduire de 10 000 à 300 kilos son stock d'uranium, montrer patte blanche à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui aura accès à toutes les infrastructures du pays. Enfin, une fois toutes ces conditions assurées, les sanctions seront suspendues.

Toutefois, cet accord n'est pas du goût des alliés historiques des États-Unis. Netanyahou, premier ministre israélien, a jugé *« négatif »* le texte malgré les déclarations d'Obama. Bras armé de l'impérialisme dans la région, Israël est né en 1948 de la guerre d'expropriation des terres palestiniennes. Son armée et sa police oppriment et répriment tous les jours. L'armée sioniste mène régulièrement des guerres sanglantes contre les Palestiniens comme à Gaza durant l'été 2014. Unique détenteur de la bombe atomique dans la région grâce à l'aide de la France, le gouvernement sioniste veut en garder le monopole et s'inquiète de l'influence régionale de l'Iran, dont l'allié au Liban, le Hezbollah, lui a tenu tête en 2000.

De même, l'Arabie saoudite s'inquiète de la convergence entre Téhéran et Washington en Irak et en Syrie où les troupes iraniennes interviennent sur le terrain en concertation avec les opérations américaines de bombardement.

De son côté, la Russie a indiqué, quelques jours après l'accord et malgré l'opposition des États-Unis, qu'elle livrerait à l'Iran les missiles S-300, vente d'armes de

800 millions de dollars gelée depuis 2007. Un accord de coopération militaire a été signé en 2015 entre Moscou et Téhéran qui soutiennent tous deux le camp d'Al-Assad en Syrie.

Le gouvernement Hollande joue sa carte comme les autres puissances

Alors que Washington voit son hégémonie mondiale bousculée par l'émergence chinoise et l'agressivité russe, les autres impérialismes de seconde zone tentent d'en profiter. C'est ainsi que François Hollande a joué le représentant commercial du secteur de l'armement français. Menant des raids aériens meurtriers en Irak avec l'appui de son porte-avions, le gouvernement français a vendu 24 avions de chasse Rafale en février à l'Égypte et 24 autres le 4 mai au Qatar. Mieux, Hollande a été l'invité d'honneur du Conseil de coopération du Golfe (CCG) composé des 6 monarchies réactionnaires de la région dont l'Arabie Saoudite qui devrait prochainement signer des contrats de plusieurs milliards d'euros avec la France.

> *Si on peut allier la diplomatie et des actions pour l'emploi dans nos régions, j'en suis très heureux.* (Hollande, 5 mai 2015)

La diplomatie française impérialiste ne dit pas un mot non plus de la fameuse « démocratie » en vendant des avions de guerre au général Al-Sissi, dictateur remplaçant de Moubarak en Égypte. Pourtant son gouvernement mène une répression féroce depuis des mois contre les militants ouvriers et contre les islamistes, allant jusqu'à la peine de mort pour les chefs des Frères musulmans.



The Economist

Pour une internationale ouvrière ! États-Unis socialistes du Proche-Orient !

Contre le gouvernement français qui mène la guerre contre les peuples du Moyen-Orient, la responsabilité des partis et syndicats ouvriers est d'appeler au retrait des troupes françaises, à la fermeture de ses bases militaires à l'étranger, à l'annulation de tous les contrats d'armement, à l'ouverture des frontières aux migrants du Proche-Orient.

La solution pour que tous les peuples de la région vivent en paix passe inéluctablement par la défaite de l'impérialisme. Ce système mondial de domination de quelques grands groupes et de quelques pays conduit le monde entier à sa perte. C'est lui le coupable créateur de l'Etat colonisateur de la Palestine, des gouvernements despotiques, des mouvements fascistes et religieux qui mettent la région à feu et à sang. Pour parvenir à l'éradiquer totalement, les travailleurs d'Europe de l'ouest, de Chine, de Russie, du Japon et des États-Unis ont la possibilité de défaire leurs propres gouvernements. Ce serait une aide précieuse pour que la classe ouvrière et les paysans pauvres du Moyen-Orient posent la question de leur propre pouvoir, réussissent à exproprier par la révolution les capitalistes et ouvrent la perspective de la Fédération socialiste de la Méditerranée.

Le mouvement révolutionnaire au Proche-Orient aura nécessairement comme mots d'ordre d'arracher les droits démocratiques, le droit d'organisation pour la classe ouvrière, les mêmes droits pour les femmes, le droit aux études et aux soins, la lutte contre le chômage et la pauvreté, la réforme agraire pour les paysans pauvres, l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, la destruction de l'État sioniste pour faire place à une Palestine laïque et pluriethnique, le droit à l'auto-détermination pour tous les peuples (Kurdes notamment).

Mais la bourgeoisie juive, arabe, turque, perse et kurde s'oppose aux revendications démocratiques les plus élémentaires des exploités et des opprimés. Seule la révolution ouvrière par l'expropriation de la minorité exploiteuse sera capable de toutes les garantir. Pour que cette révolution soit victorieuse, pour qu'un gouvernement ouvrier et paysan soit au pouvoir dans chaque pays, il faut à la classe ouvrière une internationale révolutionnaire. Ses mots d'ordre pour le pouvoir ouvrier et paysan dans chaque pays ouvriront la perspective des États-Unis socialistes du Proche-Orient, fossoyeurs de l'impérialisme, du sionisme et de l'islamisme barbares.

17 mai 2015

Pérou : pour l'autodéfense des masses et la victoire à Islay

Le gouvernement du Partido Nacionalista (Parti nationaliste) continue de tuer, comme l'avaient fait, avant lui, les gouvernements de l'Apra (à deux reprises), de Perú Posible (Pérou possible), de Fujimori et de Belaúnde Terry, pour nous limiter aux 35 dernières années. Humala continue d'envoyer des troupes à Islay pour tirer, pour en finir avec la grève générale illimitée de la province.

Aucune lutte d'envergure ne peut vaincre sans affronter et neutraliser la violence des diverses bandes armées de la classe dominante. Sans détachements d'auto-défense, les exploités sont impuissants contre l'impitoyable répression de l'ennemi. L'autodéfense est la seule garantie de classe de la grève générale.

La responsabilité de la mobilisation des masses travailleuses et de leur autodéfense incombe aux directions nationales des plus grandes organisations prolétariennes que sont la CGTP et la CUT. Malheureusement, ces dernières se sont évertué, pendant des années, à ne pas gêner le gouvernement et ont tourné le dos à leur base et à la population laborieuse. Après 50 jours de grève à Islay, la Fédération départementale des travailleurs d'Arequipa (FDTA) refuse d'appeler à une grève générale illimitée à Arequipa. La bureaucratie de la CGTP a toujours été l'ennemie du combat de classe, parce qu'elle reste liée à l'opportunisme électoral avec les diverses variantes politiques de la bourgeoisie.

Une victoire à Islay serait très importante aujourd'hui. Dans la conjoncture, seule une victoire de la prochaine grève nationale des mines pourrait l'être davantage. Les deux luttes prouvent la pertinence tactique de la méthode de la grève illimitée face aux stériles et traditionnelles journées d'action proposées par les bureaucraties syndicales et politiques réformistes. Des arrêts de travail symboliques sans résultats, mais organisés régulièrement pour camoufler la perte de prestige des dirigeants incompétents. C'est le cas de la grève nationale du 9 juillet appelée par la CGTP, à laquelle comme d'habitude les travailleurs participeront, malgré le bureaucratisme de la direction confédérale. Nous, travailleurs, aurions en revanche tout à gagner en affrontant le gouvernement par une grève générale illimitée jusqu'à l'obtention de conquêtes historiques.

Pour notre part, nous sommes dans la lutte pour construire une organisation révolutionnaire de travailleurs qui dirige le mouvement des masses, nous proposons d'impulser des assemblées populaires culminant dans une Assemblée populaire nationale comme expression du pouvoir prolétarien. De cette façon, nous pourrions défier le pouvoir de la bourgeoisie qui exploite et massacre sans pitié.

Nous appelons, en particulier la jeunesse travailleuse et étudiante, à militer pour ces objectifs de classe, sous le drapeau de la révolution socialiste.

Vive la grève illimitée d'Islay !

Pour un gouvernement ouvrier et populaire !

11 mai 2015
Revolución Permanente (CoReP)

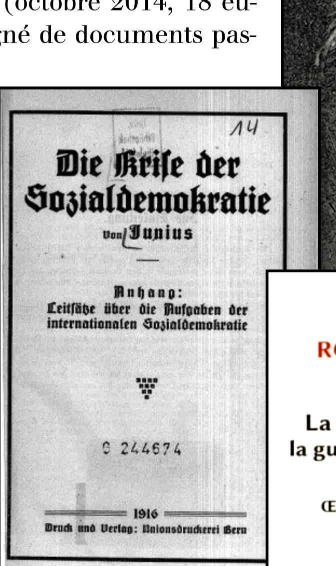
Rosa Luxemburg : La brochure de Junius

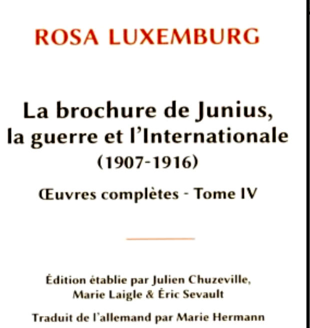
Le vrai visage de la barbarie impérialiste

Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, dégoulinante de boue », voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas quand, vertueuse et tirée à quatre épingles, elle prend le masque de la civilisation, de la philosophie et de l'éthique, de l'ordre, de la paix et de l'Etat de droit, c'est quand elle apparaît telle une bête féroce, un sabbat de l'anarchie, un souffle pestilentiel répandu sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre nue, sous son vrai jour. Et au beau milieu de ce sabbat de sorcières s'est déroulée une catastrophe historique d'importance mondiale : la capitulation de la social-démocratie internationale. (Luxemburg, *Brochure Junius,* avril 1915, *Œuvres* t. 4, Agone-Smolny, p. 75)

Voici en quels termes Rosa Luxemburg décrivait la situation du capitalisme en Europe il y a tout juste un siècle, dans la fameuse brochure de Junius (signée par prudence, du nom d'un pamphlétaire anglais du 18e siècle combattant la tyrannie du roi George III), et sous-titrée « La crise de la social-démocratie ». Écrite en prison en

mars-avril 1915, elle ne fut publiée qu'un an plus tard à Zürich et alors largement diffusée en Allemagne et en Europe au sein des partis de feue la 2e Internationale dont les militants fidèles au programme de Marx, cherchaient à tirer le bilan de l'effondrement politique du réformisme. Éditée en français en 1934 seulement, la Brochure de Junius vient de sortir dans une nouvelle traduction, formant le tome 4 des Œuvres complètes de Rosa Luxemburg, dans une coédition chez Agone et Smolny (octobre 2014, 18 euros). Le texte est accompagné de documents passionnants, la plupart inédits en français, notamment les deux contributions de Rosa Luxemburg à la revue « L'Internationale » dont le seul numéro, paru à l'hiver 1915, allait donner naissance au groupe puis à la Ligue Spartacus.





A part les militants révolutionnaires regroupés autour de Lénine dans la fraction bolchevique du parti russe et aussi Trotsky qui sut donner, quoiqu'isolé, des analyses marxistes de la crise du mouvement ouvrier que ses chefs s'efforçaient de rallier à la politique d'Union sacrée imposée par les bourgeoisies impérialistes en guerre, la brochure de Rosa Luxemburg, dans les pays de langue allemande surtout, est alors la seule analyse capable d'ouvrir les yeux aux révolutionnaires et de leur donner une perspective pour le combat de classe.

Lénine félicite Junius-Rosa Luxemburg

Lénine l'a tout de suite apprécié, dans son compte rendu critique, publié en juillet 1916 :

> *La brochure, comme le dit l'auteur dans l'introduction datée du 2 janvier 1916, a été écrite en avril 1915 et « imprimée sans aucune modification ». Sa parution a été retardée par « des circonstances extérieures ». Elle est consacrée moins à « la crise de la social-démocratie » qu'à l'analyse de la guerre, à la réfutation de la légende relative à son caractère national et libérateur, à la démonstration de sa nature impérialiste du côté de l'Allemagne aussi bien que des autres grandes puissances et enfin à la critique révolutionnaire de l'attitude du parti officiel. Ecrite dans un style extrêmement vivant, la brochure de Junius a certainement déjà joué et jouera encore un grand rôle dans la lutte contre l'ex-parti social-démocrate d'Allemagne, passé du côté des junkers et de la bourgeoisie et nous félicitons très cordialement son auteur.* (Lénine, *À propos de la brochure de Junius,* juillet 1916, *Œuvres* t. 22, p. 328-329)

Cet éloge n'empêche pas Lénine de *« constater que l'argumentation de Junius est très incomplète et qu'il commet deux erreurs »*, notamment la thèse : *« A l'époque de cet impérialisme déchaîné (c'est Junius-Rosa qui écrit), il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les classes populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme »*. À cela, Lénine rétorque :

> *L'erreur serait d'exagérer cette vérité, de manquer à la règle marxiste qui veut qu'on soit concret, d'étendre le jugement porté sur la guerre actuelle à toutes les guerres possibles à l'époque de l'impérialisme, d'oublier les mouvements nationaux contre l'impérialisme.* (Lénine, *À propos de la brochure de Junius,* juillet 1916, *Œuvres* t. 22, p. 332)

« L'autre erreur de jugement de Junius, selon Lénine, *concerne la défense de la patrie ».* A la guerre impérialiste, Junius entend paradoxalement opposer le *« vieux programme véritablement national des patriotes et des démocrates de 1848, le programme de Marx, d'Engels et Lassalle : le mot d'ordre de grande et indivisible République allemande ».*

> *Junius n'applique la dialectique marxiste qu'à moitié… Junius serre de près la réponse juste et le mot d'ordre juste : la guerre civile contre la bourgeoisie pour le socialisme mais, comme s'il eût craint de dire la vérité jusqu'au bout, il a reculé vers la chimère de la guerre nationale en 1914, 1915, 1916.* (Lénine, *À propos de la brochure de Junius,* juillet 1916, *Œuvres* t. 22, p. 340)

Une tâche essentielle : se libérer du centrisme

Passant de la théorie à la pratique, Lénine estime que Junius *« ne s'est pas tout à fait libéré du milieu des sociaux-démocrates allemands, même de gauche, qui craignent la scission, qui craignent de formuler sans réticence les mots d'ordre révolutionnaires ».*

Et pour l'aider, Lénine (qui est censé ne pas savoir que Junius, c'est Rosa elle-même) pressent que :

> *Dans la brochure de Junius, on sent le solitaire, qui n'agit pas au coude à coude avec des camarades au sein d'une organisation illégale habituée à penser les mots d'ordre révolutionnaires jusqu'au bout et à éduquer méthodiquement la masse dans leur esprit. Mais il serait profondément injuste d'oublier que ce défaut n'est pas le défaut personnel de Junius, qu'il résulte de la faiblesse de toute la gauche allemande, enveloppée de toutes parts dans l'odieux réseau du kautskisme hypocrite, pédant, plein de « complaisance » à l'égard des opportunistes. Les partisans de Junius ont su, malgré leur isolement, entreprendre la publication de tracts illégaux et partir en guerre contre le kautskisme. Ils sauront aller plus loin encore dans cette voie qui est la bonne.* (Lénine, *À propos de la brochure de Junius,* juillet 1916, *Œuvres* t. 22, p. 343)

Cette « bonne voie », selon Lénine, est celle de l'élaboration politique juste, consistant à préparer les révolutionnaires internationalistes à la perspective du programme socialiste et à la construction des nouveaux partis de l'Internationale, la 3e, dont les principes ont été définis en Suisse, lors des Conférences de Zimmerwald (septembre 1915) et de Kienthal (avril 1916) et où les partisans de Lénine-Trotsky (et de Rosa Luxemburg) devaient se heurter et se délimiter politiquement des centristes kautskistes.

Ces questions, un siècle plus tard, sont toujours d'une actualité brûlante. La *Brochure de Junius* peut toujours contribuer à nous armer, aujourd'hui, pour accomplir les tâches préparatoires à la révolution prolétarienne, et toujours non résolues, essentiellement celle du programme et de la construction de l'Internationale dont tout procède, notamment la construction des partis révolutionnaires.

Anti-marxistes, anti-Lénine, anti-Luxemburg

Ce n'est malheureusement pas à la lecture de l'Introduction de ce volume, signée de Julien Chuzeville, membre du cercle anti-léniniste la Critique Sociale, et Eric Sevault, qui se dit « léniniste » et officie à la tête de la maison d'édition Smolny, que le lecteur contemporain pourra être éclairé. Tous deux se proclament *« luxembourgistes »*, se réclamant de ces belles choses tant admirées par les sociaux-démocrates, même de gauche : la démocratie et la paix.

Pourtant, en apparence, ces messieurs louent l'internationaliste en Rosa Luxemburg. Mais de quel « socialisme international » s'agit-il lorsqu'on se montre plein d'admiration pour « le parti de la paix », à savoir la 2e Internationale, *« d'ailleurs pressentie pour le Nobel de la paix dès 1913 »* et qui *« aurait été une très bonne candidate pour 1914 »,* annoncent-ils comme une grande découverte (*Introduction*, p. VIII). Nul doute que si les graves messieurs de Stockholm avaient été à la hauteur, la première guerre mondiale aurait pu être évitée !

Nos deux auteurs ont beau mentionner et commenter platement quelques thèmes abordés par Rosa Luxemburg dans sa Brochure (sur l'impérialisme, le nationalisme, la paix sociale et non la lutte des classes, qu'ils ignorent), on est à mille lieues du souffle qui anime la plume de Junius. Mais ils ne peuvent s'empêcher de montrer le bout de l'oreille en prétendant que Lénine était partisan des *« défaites qui facilitent la tâche de la classe révolutionnaire ».*

Oui, nous savons tous que Lénine s'est laissé déborder lors des journées de juillet 1917 à St Petersburg alors que Spartacus et Luxemburg ne l'ont pas été, début janvier 1918, lors de la tentative, prématurée et avortée des délégués révolutionnaires berlinois impatients de s'emparer du pouvoir. C'est le contraire qui est la vérité, Lénine, comme Luxemburg, ayant une claire conscience des conditions d'une lutte décisive dans la lutte révolutionnaire. Mais Luxemburg est tombée sous les coups des Corps-francs commandés par ses anciens « camarades » socialistes alors que Lénine et Trotsky ont su mener l'insurrection d'Octobre à bonne fin. Mais pour les folliculaires de Smolny et de *La Critique Sociale,* l'essentiel est de calomnier Lénine, et Luxemburg par ricochet. Et ces gens-là prétendent éditer et « préfacer » l'œuvre, encore très mal connue en France, de l'un des cerveaux les plus puissants et lucides de la révolution sociale.

Et ces sociaux-démocrates de gauche, incapables de rompre leurs liens avec la société bourgeoise, de conclure sur la nécessité présente de l'Internationale (on est « luxembourgiste » ou ne l'est pas), à savoir, selon leurs termes, *« une organisation porteuse de paix et d'émancipation qui exprimerait la solidarité de la classe exploitée de tous les pays ».*

Qui ose parler de préparer politiquement les masses laborieuses à la prise du pouvoir ? Silence dans les rangs !

16 mars 2015, Fabrice Lefrançois

Les internationalistes contre le courant en 1914

Quand le conflit éclate en août 1914, ses principales sections (SPD d'Allemagne, LP de Grande-Bretagne, PS-SFIO de France, SDAP d'Autriche, POB de Belgique…) se rallient à leur bourgeoisie et l'Internationale ouvrière renonce, sans qu'en son sein existe pour faire face à ce reniement historique la moindre fraction ou tendance internationaliste et révolutionnaire [*Révolution communiste* n° 8]. La classe ouvrière en paie chèrement le prix sur le front et à l'arrière [*Révolution communiste* n° 9].

Mais l'internationalisme ne meurt pas. Face à la catastrophe, le premier point d'appui de la classe ouvrière européenne et mondiale est qu'une poignée de petits partis ouvriers formés dans le cadre de l'internationalisme prolétarien et de l'Internationale ouvrière, s'opposent dès août 1914 à l'union sacrée, y compris dans des pays belligérants (Serbie, Russie, Pologne, Irlande…). Le second est qu'un de ces partis va prendre la tête, dès septembre, de la lutte pour une nouvelle internationale et de nouveaux partis.

L'émergence laborieuse d'une opposition dans les organisations ouvrières de masse

En France, tant le PS-SFIO (Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière, qui ne s'est jamais réclamé du marxisme) que la bureaucratie de la CGT (Confédération générale du travail, anarcho-syndicaliste) se rangent derrière leur bourgeoisie, intégrant le gouvernement d'union nationale. Dans la SFIO, il n'y aucune opposition organisée en 1914. Dans la CGT, à partir d'octobre 1914, un petit groupe de syndicalistes restés pacifistes, dont les dirigeants de la fédération des métaux, se retrouvent régulièrement au local de *La Vie ouvrière*. En décembre, son éditeur démissionne du comité confédéral de la CGT pour *« extérioriser l'opposition confédérale à la guerre - jusqu'ici systématiquement étouffée et ignorée - et informer la classe ouvrière ».*

> *Aujourd'hui, le Comité confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres… Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois, au contraire, que parler de paix est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières conscientes de leur rôle…* (Pierre Monatte, *Lettre de démission,* décembre 1914, publiée dans Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la 1re Guerre mondiale,* 1936, Avron, t. 1, p. 177)

En Allemagne, la bureaucratie du parti et celle des syndicats, qui ont trahi la classe ouvrière et leur propre programme, bâillonnent l'opposition au nom d'une discipline qui devient l'auxiliaire de la répression intense de l'État bourgeois.

> *Lors de la réunion du groupe parlementaire du SPD du 4 août, 14 des 92 députés s'opposèrent au vote mais s'inclinèrent devant la tradition imposant des votes unanimes. La divergence au sein des députés ne fut pas rendue publique et l'apparente unité de la décision fit une forte impression.* (Craig Nation, *War on War*, 1989, Haymarket, p. 21-22)

L'absence de structuration antérieure et l'impréparation à l'illégalité contribuent au vote unanime de la fraction parlementaire du SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne, officiellement marxiste) pour les crédits de guerre et à la dispersion de l'opposition à la guerre entre trois mouvances.

1 / Le « centre » dirigé par Ledebour, Haase et Kautsky est favorable à la paix mais tient à l'unité du SPD, vote et revote le budget de guerre jusqu'à fin 1916.

2 / Des petits groupes internationalistes, influencés par Anton Pannekoek et Karl Radek, comprennent la nécessité de transformer la guerre en révolution et de construire un nouveau parti. À Berlin, un noyau autour de Borchardt, les ISD (les Socialistes internationaux d'Allemagne), édite la revue *Lichstrahlen* ; à Brême, un autre autour de Knief et Frölich, qui prendra le nom d'IKD (les Communistes internationaux d'Allemagne), publie *Berner Tagwacht* puis *Arbeiterpolitik.* Les deux vont se lier au Parti bolchevik et rejoindre en 1915 la Gauche de Zimmerwald.

3 / Entre les deux, le regroupement autour de Karl Liebknecht, Clara Zetkin, Rosa Luxemburg, Franz Mehring… (appelé plus tard Die Internationale, puis Spartakus) se réunit dès le 4 août. Il dénonce la faillite de l'Internationale, il comprend la nécessité de la révolution contre la guerre, mais prétend redresser le SPD et cherche l'unité avec le centre.

> *La première prise de position publique critiquant la politique officielle du SPD parut en septembre 1914 sous la forme d'une déclaration disant qu'il y avait une opposition en Allemagne. L'idée de la déclaration venait de Rosa Luxemburg et c'est elle aussi qui adopta ce ton modéré dans le vain espoir d'attirer d'autres signataires.* (John Peter Nettl, *La Vie et l'oeuvre de Rosa Luxemburg*, 1966, Maspero, t. 2, p. 592)

Liebknecht, le 2 décembre 1914, brise enfin la discipline du groupe parlementaire du SPD et vote contre les crédits de guerre. Il faut attendre décembre 1914 pour que ce groupe publie des tracts clandestins (*Politische Briefe*), janvier 1915 pour qu'il édite un organe (*Die Internationale*, immédiatement saisi, sans autre numéro), avril 1915 pour qu'il dresse un bilan de l'effondrement de l'Internationale (Luxemburg, *La Crise de la sociale-démocratie*), avril 1916 pour qu'il le publie. Beaucoup de temps perdu donc, même si, à partir de sa 1re conférence en mars 1916, cette fraction du SPD aura un écho national et international considérable grâce aux actions courageuses de Liebknecht, au prestige de ses fondateurs et au travail d'organisation de Leo Jogiches.

En Grande-Bretagne, la direction confédérale du TUC et le groupe parlementaire du Labour Party (Parti travailliste, hostile au marxisme) participent à l'effort de guerre. L'ILP (Parti travailliste indépendant), qui appartient au LP, se prononce pour la paix mais sans s'opposer à la défense nationale. L'organisation qui se réclame du marxisme, le BSP (Parti socialiste britannique), quoique sa base renâcle, semble acquise à l'union sacrée.

> *L'éclatement de la guerre en 1914 trouva le BSP divisé sur le choix du soutien ou de l'opposition ; mais la minorité pro-guerre de Hyndman contrôlait l'organe du parti,* Justice*, si bien qu'il apparaissait que le parti entier était belliciste.* (Hugo Dewar, *Communist politics in Britain,* 1976, Pluto, p. 10)

Le SLP (Parti socialiste travailliste) et le SPGB (Parti socialiste de Grande-Bretagne) prennent des positions internationalistes, mais le premier, actif dans les syndicats, n'est vraiment influent qu'en Ecosse et le second reste une secte.

L'internationalisme de petites organisations dans les pays belligérants

La guerre débute par l'invasion de la Serbie par l'Autriche-Hongrie. Pourtant, les deux députés du Parti socialiste serbe votent courageusement contre les crédits de guerre.

> *L'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Si l'expression « guerre défensive » a un sens, elle est applicable à la Serbie. Ceci n'enlève rien au mérite de nos deux amis qui refusèrent leur confiance au pouvoir.* (Léon Trotsky, *La Guerre et l'Internationale,* 31 octobre 1914, *La Guerre et la révolution,* La Tête de feuilles, t. 1, p. 108)

À la Douma, le 8 août, les députés du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie, qui se réclame du marxisme), 5 bolcheviks et 9 mencheviks, lisent une déclaration commune et quittent la salle.

> *Les sociaux-démocrates russes à la Douma refusèrent de voter le budget de guerre et publièrent en août 1914 une déclaration désavouant celle-ci et appelant le prolétariat révolutionnaire à œuvrer pour qu'elle prît fin... Hors de Russie, le prestige du socialisme russe en fut grandi, du moins parmi la faible minorité de sociaux-démocrates qui demeuraient fidèles aux principes de l'internationalisme.* (Leonard Schapiro, *De Lénine à Staline*, 1960, Gallimard, p. 171)

Les 5 députés bolcheviks sont arrêtés fin 1914 en dépit de leur immunité parlementaire. Une vague de répression s'abat sur tous les militants révolutionnaires. Si quelques bolcheviks succombent individuellement au « défensisme », le POSDR-Bolchevik va s'unir sur l'axe de l'internationalisme tandis que le PSR (Parti socialiste révolutionnaire) et le POSDR-Menchevik se fracturent.

La Pologne est partagée entre trois empires et n'a donc pas de parlement. Le PPS-FR (Parti socialiste polonais-Fraction révolutionnaire), le PPSD (Parti social-démocrate polonais de Galicie et Silésie) et le NZR (Union nationale ouvrière) se révèlent des organisations nationalistes polonaises qui soutiennent la guerre contre la Russie.

Par contre, la SDKP-Zarzadowcy (Sociale-démocratie de Pologne et Lituanie-Comité central, dirigée par Jogiches et Luxemburg, alors vivant en Allemagne et membres du SPD), la SDKP-Roslamowcy (Sociale-démocratie de Pologne-Comité national, proche du Parti bolchevik), le Bund (Union générale des travailleurs juifs) et le PPS-Lewica (Parti socialiste polonais-Gauche) s'opposent au conflit et tentent de mettre sur pied un conseil ouvrier à Varsovie.

> *Le PPS gauche et la SDKPiL adoptèrent une position proche des formations européennes socialistes antibellicistes. Le 2 août déjà, le PPS gauche, les « scissionnistes » du SDKPiL et le Bund juif avaient appelé à la grève générale contre la mobilisation : le lendemain, les « pro comité central » du SDKPiL devaient ajouter leur signature à cet appel.* (Jerzy Holzer, *Le Mouvement social* n° 49, octobre 1964)

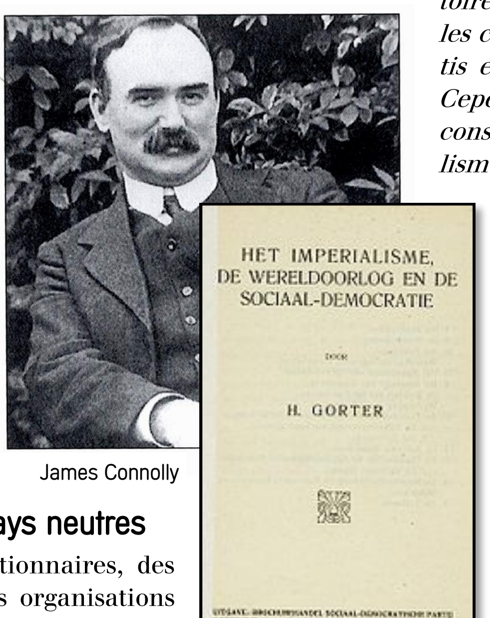
Au Canada, les bureaucraties syndicales se rallient à la guerre de la Grande-Bretagne et de l'État canadien, mais le petit parti ouvrier reste hostile.

> *Les socialistes maintiennent des positions anti-impérialistes et internationalistes dans la tradition des socialistes européens. Dès le 28 août 1914, le Parti social-démocrate (PSD) s'oppose à*

la guerre dont il dénonce le caractère capitaliste… (Bernard Dansereau, *Cahiers d'histoire politique* n° 2, hiver 1995-1996)

L'Irlande est alors totalement occupée par l'État britannique, ce qui contribue à isoler son mouvement ouvrier. L'ITGWU, la confédération syndicale fondée par Larkin et l'ICA (Armée citoyenne irlandaise, la milice ouvrière de l'ITGWU) créée par Connolly, White et Larkin prennent position contre la guerre impérialiste.

Aucune insurrection de la classe ouvrière, aucune grève générale, aucun soulèvement des forces du mouvement ouvrier en Europe ne pourrait causer et susciter un plus grand massacre de socialistes que ne le fera leur participation en tant que soldats aux campagnes de leurs armées respectives… Le socialiste d'un autre pays est mon concitoyen, tout comme le capitaliste de mon propre pays est l'ennemi naturel. (James Connolly, *Une révolution continentale*, 15 août 1914, cité dans Roger Faligot, *James Connolly*, Maspero, 1978, p. 164-165)



James Connolly

L'internationalisme dans les pays neutres

En outre, des syndicalistes révolutionnaires, des sections de l'ex-Internationale, des organisations de jeunesse socialistes s'opposent à la guerre dans des pays qui sont neutres en 1914 : Bulgarie, Roumanie, Grèce, Espagne, Italie [*Révolution communiste* n° 10], Suède, Danemark, Norvège, États-Unis, Pays-Bas…

Le parti ouvrier néerlandais le plus important, le SDAP (Parti social-démocrate des ouvriers), vote les crédits de guerre au parlement le 3 août. Par contre, le petit SDP (Parti social-démocrate qui édite *De Tribune*) publie le 1er août un tract *« guerre à la guerre »* et forme un front avec l'organisation pacifiste et les anarchistes. La direction du SDP (Wijnkoop, Pannekoek, van Ravestejn…) adopte le 30 octobre un texte remarquable. Son auteur, Gorter, n'avait pas eu connaissance des thèses adoptées début septembre par un noyau du POSDR-Bolchevik en exil.

Outre l'attribution de la guerre à l'impérialisme (chapitres 1, 2), l'accusation de trahison portée à la 2e Internationale, à ses principaux partis (ch. 3) ainsi qu'au centrisme et au révisionnisme à la Kautsky (ch. 8), l'affirmation de la nécessité d'une nouvelle internationale (ch. 10), le SDP néerlandais esquisse une explication matérialiste du réformisme avec l'apparition d'une bureaucratie à la tête des syndicats et des partis ouvriers.

Les réformistes étaient partout, à la direction du parti, dans les rédactions des journaux, dans les conseils municipaux et dans les parlements. Ils formaient partout la majorité et dans la plus grande parties des pays ils étaient l'unique puissance dirigeante. Mais, tant dans le mouvement syndical que dans les partis politiques, ce sont les chefs et les députés, donc des individualités, qui remportèrent la victoire - même s'il s'agissait seulement d'une victoire apparente - dans les parlements et dans les conseils municipaux face aux autres partis et dans les entretiens avec les patrons. Cependant, la bureaucratie est par nature conservatrice. (Herman Gorter, *L'Impérialisme, la guerre et la sociale-démocratie*, octobre 1914, ch. 6, site *Archives Autonomies*)

Bien que condamnant le colonialisme, il soutient à tort qu'il n'y a désormais aucune possibilité de lutte nationale (ch. 10), alors que la plus grande partie du monde est colonisée et que la plupart des peuples sont opprimés. Le texte du SDP attribue parfois la responsabilité de la guerre à la classe ouvrière elle-même.

C'est précisément la classe ouvrière allemande qui tant directement qu'au moyen de ses représentants au Reichstag a donné l'exemple de la coopération avec l'impérialisme… Les ouvriers sont allés à la guerre non seulement sans résistance notable mais souvent même avec enthousiasme… Quelles sont les justifications alléguées par les ouvriers allemands ? (ch. 5)

Jamais on ne lit de tels propos chez Lénine. *« L'enthousiasme »* attribué aux conscrits est exagéré ; en particulier, les jeunes salariés et paysans étaient plutôt résignés [*Révolution communiste* n° 9]. Comment, réduits à l'état d'individus par la trahison de leurs propres organisations, les travailleurs auraient-ils pu résister à l'État bourgeois qui est, lui, une formidable organisation coercitive ? Il faudra que se créent de nouvelles solidarités pour qu'il y ait des mutineries et une révolution pour qu'apparaissent des comités de soldats.

Contrairement à Lénine, le SDP fait la morale aux travailleurs qu'il place devant un choix individuel.

Vous avez maintenant le choix : ou aider votre bourgeoisie nationale et son impérialisme ou la com-



En haut, le *Social-Démocrate*, n° 33 du 1er novembre 1914 publie l'article de Lénine : *La Guerre et la sociale-démocratie russe* .
À gauche, Grigori Zinoviev.
À droite, Vladimir Lénine.

> *battre... Vous devez choisir entre impérialisme et socialisme.* (Herman Gorter, *L'Impérialisme, la guerre et la sociale-démocratie*, octobre 1914, ch. 5)

Ce langage n'est pas sans évoquer les sermons d'aujourd'hui de LO (et de ses dissidents CR-*L'Étincelle*, ARS-*Combat*, M&R-VdT...), à la différence que le SDP de 1914 ne sert pas de béquille à une quelconque bureaucratie syndicale sociale-impérialiste.

À cause de ses confusions théoriques, le SDP n'entreprend pas de regrouper à l'échelle européenne les internationalistes épars et souvent démoralisés. Gorter lui-même cesse toute activité politique pendant les deux années qui suivent.

Le combat organisé pour une internationale ouvrière révolutionnaire

Le principal dirigeant du POSDR-Bolchevik, Lénine, se trouve au début de la guerre à Cracovie, en territoire austro-hongrois : russe, il est arrêté le 7 août 1914 et inculpé pour espionnage. Il est libéré suite à l'intervention de Victor Adler, député, fondateur du SDAP (Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche) et de la 2e Internationale. Le 5 septembre 1914, Lénine s'installe en Suisse, un pays neutre. Le 7 septembre, une poignée de cadres bolcheviks s'y retrouve discrètement.

> *Il réunit dans les bois aux abords de Berne quelques bolcheviks exilés : Kroupskaïa, Zinoviev et sa femme Lilina, Safarov et sa femme, Samoïlov, député à la Douma et le docteur Chklovski, chimiste, qui discutent deux jours durant. Lénine leur lit les thèses sur la guerre qu'il a achevées le 6 au soir. Les huit les adoptent. Lénine les recopie avec Kroupskaïa, les signe « Un groupe de sociaux-démocrates membres du PSDR » et les envoie par poste aux groupes bolcheviks exilés... Samoïlov en emporte en Russie un exemplaire pour les dirigeants et députés bolcheviks.* (Jean-Jacques Marie, *Lénine*, 2004, Balland, p. 153)

Les thèses 1 et 5 caractérisent le conflit qui vient d'éclater comme une guerre impérialiste.

> *La lutte pour les marchés et pour le pillage des autres États, la volonté d'enrayer le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la démocratie à l'intérieur des pays belligérants, la tentative de duper, de diviser et de décimer les prolétaires de tous les pays en jetant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre au profit de la bourgeoisie, tel est le seul contenu réel de la guerre, telle est sa signification.* (Vladimir Lénine, *Les Tâches de la sociale-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne,* 6 septembre 1914, Œuvres t. 21, Progrès, p. 9)

Les thèses 2 et 3 condamnent la trahison des partis qui ont voté les budgets de guerre.

> *L'attitude des chefs du parti social-démocrate allemand, le plus fort et le plus influent des partis de la 2e Internationale (1889-1914), qui ont voté le budget de guerre et qui reprennent la phraséologie bourgeoise et chauvine des hobereaux prussiens et de la bourgeoisie, est une trahison pure et simple du socialisme... L'attitude des chefs des partis sociaux-démocrates belge et français, qui ont trahi le socialisme en entrant dans les ministères bourgeois, mérite d'être condamnée au même titre.* (*Les Tâches de la sociale-démocratie révolutionnaire,* p. 10)

La thèse 4 en conclut que le 2e Internationale elle-même est morte pour la révolution.

> *La trahison du socialisme par la majorité des chefs de la 2e Internationale (1889-1914) signifie la faillite idéologique et politique de cette dernière. Cette faillite a pour cause fondamentale la prédominance au sein de l'Internationale de l'opportunisme petit-bourgeois...*

L'opportunisme qui s'est révélé avec la guerre inter-impérialiste la rongeait depuis longtemps.

> *Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la 2e Internationale, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme*

> *bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le* Manifeste du parti communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables.* (*Les Tâches de la sociale-démocratie révolutionnaire,* p. 10)

Donc, il faut une nouvelle internationale ouvrière, délimitée des opportunistes qui trahissent, ainsi que des centristes qui protègent ces derniers.

> *Le « centre » du Parti social-démocrate allemand et des autres partis sociaux-démocrates a, en fait lâchement capitulé devant les opportunistes. La future Internationale doit débarrasser définitivement et résolument le socialisme de ce courant bourgeois.* (*Les Tâches de la sociale-démocratie révolutionnaire,* p. 11)

La thèse 6 affirme que, pour le POSDR, la tâche essentielle est de lutter contre le chauvinisme russe.

> *La sociale-démocratie de Russie a pour tâche essentielle et primordiale de mener un combat impitoyable contre le chauvinisme grand-russe.* (*Les Tâches de la sociale-démocratie révolutionnaire,* p. 12)

Pour la révolution en Russie, la défaite de la monarchie serait l'hypothèse la plus favorable.

> *Du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses des peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste et de ses armées qui oppriment la Pologne, l'Ukraine et nombre d'autres peuples de Russie, et qui attisent la haine nationale afin de renforcer le joug des Grands-Russes sur les autres nationalités et de consolider le pouvoir réactionnaire et barbare de la monarchie tsariste.* (*Les Tâches de la sociale-démocratie révolutionnaire,* p. 12)

Le « défaitisme » soulève des doutes dans le parti lui-même.

> *Les objections se tournaient surtout contre le mot d'ordre du « défaitisme », qui, selon Chliapnikov, provoqua de la* « perplexité ». *La fraction à la Douma, dirigée par Kamenev, tenta cette fois encore d'arrondir les angles trop vifs des formules de Lénine. À Moscou et en province, la situation n'était pas différente... Les bolcheviks de Moscou écrivent à Lénine, en langage convenu, que* « malgré tout le respect pour lui, son fameux conseil de vendre la maison *(le mot d'ordre du « défaitisme »)* n'a rencontré aucun écho ». (Léon Trotsky, *Staline,* 1938-1940, 10-18, t. 1, p. 345-346)

La thèse 7 esquisse une stratégie face à la guerre.

> *Les mots d'ordre de la sociale-démocratie doivent être actuellement ; premièrement, vaste propagande, dans l'armée comme sur le théâtre des opérations, en faveur de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les armes non pas contre ses frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays. Nécessité absolue d'organiser des cellules et des groupes illégaux dans les armées de toutes les nations afin d'y mener cette propagande dans toutes les langues. Lutte impitoyable contre le chauvinisme et le « patriotisme » des petits bourgeois et des bourgeois de tous les pays, sans exception.* (*Les Tâches de la sociale-démocratie révolutionnaire,* p. 12)

Avant que l'année s'achève, outre un article *Karl Marx* pour une encyclopédie, Lénine écrira *La Guerre et la sociale-démocratie russe* (octobre), *La Situation et les tâches de l'Internationale* (novembre), *Chauvinisme mort et socialisme vivant* (décembre)...

Lénine va fournir un effort théorique remarquable jusqu'à la révolution russe de février 1917 pour trouver les racines de la guerre et de la crise du mouvement ouvrier : étude de la dialectique, analyse approfondie de l'impérialisme, utilisation des concepts d'aristocratie ouvrière et de bureaucratie ouvrière, réintégration de la conception marxiste de l'État...

En même temps, il combat inlassablement le social-patriotisme et démasque le centrisme qui le dissimule et le protège, encourage tout pas en avant des internationalistes, intervient dans le SPS (Parti social-démocrate suisse) pour y construire une fraction internationaliste, impulse avec Zinoviev et Radek le courant international pour une nouvelle internationale et de nouveaux partis délimités du social-impérialisme et du centrisme.

Les États européens sont responsables des naufrages

En Europe, les États et les médias commémorent, au nom de la démocratie, la fin de la 2e Guerre mondiale. Outre les jeunes travailleurs sous l'uniforme morts par millions, la population civile en avait payé le prix : bombardements, déplacements et migrations forcés, viols, détention en camps… La barbarie n'a pas disparu avec la chute du régime nazi. En avril 2015, il y a 38 millions de personnes déplacées dans leur propre pays. Il y a plus de 14 millions de réfugiés, ayant quitté leur pays pour des raisons de guerre ou de persécution. En 20 ans, 30 000 personnes sont mortes dans la mer Méditerranée en tentant de rejoindre les côtes européennes. Le 23 avril, 800 personnes sont mortes d'un seul naufrage. 600 000 personnes sont emprisonnées, sans avoir commis le moindre délit, dans des « camps de rétention pour migrants ». Le programme du FN, l'apartheid voire l'assassinat des Arabes et des Noirs, s'applique déjà en Méditerranée et en Europe.

La responsabilité n'est pas tant celle des crapules capitalistes qui gèrent le trafic clandestin que celle des respectables bourgeoisies européennes qui ferment les frontières de leur État. Chacune établit ses règles : par exemple, l'État français s'est engagé à accueillir 500 réfugiés syriens, alors que la Jordanie en accueille 620 000, le Liban 1,15 million, la Turquie 1,7 million. Quand les bourgeoisies démocratiques européennes collaborent, elles ne le font pas pour secourir les réfugiés, mais pour les refouler à travers le dispositif Frontex. Les autres grandes puissances (États-Unis, Chine, Japon, Russie…) restreignent aussi l'accès de leur territoire aux pauvres.

Le système impérialiste mondial, c'est-à-dire les groupes capitalistes mondiaux et les États qui servent les intérêts des capitalistes de leur pays (États-Unis, Chine, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Russie…), maintient la plus grande partie du monde dans la misère. Les États impérialistes, non seulement testent leurs moyens de destruction sur les populations (Irak, Libye, Syrie, Ukraine, Mali…), mais en vendent à tous les États bourgeois, jusqu'aux plus despotiques et islamistes, comme l'illustre le voyage de Hollande à Ryad les 4 et 5 mai. Parfois, ces États imposent des blocus (hier à l'Irak, aujourd'hui à l'Iran) au détriment des populations. Les États impérialistes interviennent militairement dans les pays dominés. Enfin, les bandes islamo-fascistes encouragées au départ par les États-Unis, Israël, la Turquie et les monarchies du Golfe se retournent contre leurs maîtres et s'en prennent au mouvement ouvrier, aux femmes, aux minorités religieuses et nationales…

Depuis son apparition, l'espèce humaine s'est toujours déplacée. Tous nos ancêtres viennent d'Afrique de l'est. Le pays le plus avancé du monde par l'économie, la science et la technique, les États-Unis, est issu de multiples migrations, récentes à l'échelle historique. Mais le capitalisme décadent est incapable de surmonter l'obstacle au progrès que constituent les frontières nationales, singulièrement en Europe, et la majorité de chaque bourgeoisie nationale choisit aujourd'hui de diviser les travailleurs par la nationalité. Autant le capitalisme défend la liberté de circuler pour ses capitaux et ses marchandises, autant il interdit à la majorité de l'humanité de franchir les frontières des pays dominants et de jouir de l'égalité juridique.

Seule la classe ouvrière est aujourd'hui progressiste. Seule elle peut rompre avec le capitalisme en déclin, seule elle peut assurer le développement des pays dominés, satisfaire tous les besoins de base par la collectivisation des moyens de production et la planification par les producteurs, ménager l'environnement de l'espèce humaine.

Il faut, pour mener à bien l'expropriation de la minorité capitaliste qui conduit de nouveau le monde à la barbarie, construire l'internationale ouvrière et un nouveau parti révolutionnaire dans chaque pays.

En effet, la tâche d'unir la classe ouvrière et de relever le drapeau de la solidarité internationale est rendue plus difficile par la capitulation des organisations actuelles des travailleurs (syndicats et partis) devant leur propre bourgeoisie. Ainsi, s'il se prononce pour l'ouverture des frontières, le NPA ne dit mot de la révolution sociale qui est nécessaire pour y parvenir. Pire, le PCF (communiqué du 23 avril), le PdG (communiqué du 19 avril) et LO (éditorial, 22 avril) refusent de se prononcer pour l'ouverture des frontières. Le PS touche le fond en préconisant le renforcement de Frontex (communiqué du 15 avril).

Or, le devoir du mouvement ouvrier français, en particulier des syndicats de salariés et d'étudiants, est de se prononcer pour : Aucun bombardement de la Libye ! Arrêt des bombardements impérialistes de la Syrie et de l'Irak !

Liberté pour les réfugiés, les travailleurs et les étudiants de tous les pays de voyager, de travailler, d'étudier et de s'établir dans tous les pays ! Abrogation de toutes les lois anti-immigrés françaises ! Mêmes droits pour tous les travailleuses et travailleurs !

Dissolution de Frontex ! Fermeture des camps de rétention ! Libération de tous les prisonniers sans crime et sans délit !

8 mai 2015